

COVID-19

Impact de la pandémie et ses conséquences sur l'éducation

Rapport complet





COVID 19: Impact de la pandémie et ses conséquences sur l'éducation. Diagnostic d'une année de pandémie

Mayo 2021 - 2ème édition

© Educo

La reproduction complète ou partielle de ce document par quelque procédé que ce soit est autorisée, à condition d'en citer la source. L'utilisation de ce document à des fins commerciales est quant à elle interdite.

Rédaction : Ana Gerez

Révision : Laurence Cambianica, Macarena Céspedes, Mikel Egibar, Ana Jiménez, Dori Rodríguez, Rosaria Arbore, Guiomar Todó

Édition : Emma Reverter

Collaboration : Marie Christine Antunes, Jaume Buch, Vanessa Pedrosa

Design : Elena Martí

Images : Jesús G. Pastor, Francisco Magallón, Kim Manresa, Archivo Educo

Pour plus d'informations concernant les sujets traités dans ce document, veuillez contacter educoco@educoco.org



Table des matières

Présentation	5
Remerciements	8
Introduction	9
COVID-19 : une maladie pour de multiples crises	10
Abandon scolaire : un processus multidimensionnel	14
Une parenthèse dans la protection de l'enfance	27
Un remède d'urgence pour sauver l'éducation	28
L'enseignement à distance : une course d'obstacles	31
Des réalités diverses	37
Qu'avons-nous appris ?	56
Regarder vers l'avenir	58
Liste des personnes interviewées	62
Sources consultées	63



Présentation



Pilar Orenes

Directrice générale d'Educo

La pandémie de COVID-19 est une expérience traumatisante dans tous les pays. La population mondiale se sent menacée par cette maladie qui frappe partout, indépendamment de la nationalité, du genre, de l'âge, de l'origine ethnique ou du statut socio-économique. Cependant, la capacité des personnes à résister à son impact n'est pas la même. En effet, l'expérience du passé nous montre que **les situations d'urgences et les crises touchent les personnes les plus vulnérables de manière plus profonde et plus durable**. Et cette pandémie ne fait pas exception.

Un an s'est écoulé depuis le premier pic de la pandémie, lorsque 1,6 milliard d'étudiants ont dû simultanément abandonner les salles de classe et poursuivre leur formation par le biais de l'enseignement à distance. Ce **changement inattendu du modèle éducatif** a eu un impact immédiat sur l'apprentissage de millions d'élèves et a augmenté **le risque d'échec scolaire et d'abandon précoce**. Sachant que l'éducation est un pilier fondamental du développement individuel et des sociétés démocratiques, l'impact à long terme de la crise apparaît plus important encore que les effets à court terme sur le cycle scolaire actuel.

L'année écoulée vient du reste de nous montrer que l'éducation est encore loin d'être cet ascenseur qui permet la mobilité sociale et la réduction des inégalités. Durant les fermetures massives d'écoles, 433 millions d'étudiants n'ont pas pu bénéficier de l'enseignement à distance car ils manquaient des outils nécessaires. Beaucoup d'autres ne disposaient pas des conditions personnelles et familiales indispensables pour poursuivre leurs études sur un pied d'égalité. Ces **nouveaux exclus de l'éducation** se sont ajoutés aux 250 millions d'enfants non scolarisés qui l'étaient déjà avant la crise.

Au-delà de leurs conséquences directes sur l'apprentissage, les mesures de distanciation sociale ont touché d'autres aspects fondamentaux du développement de l'enfance, comme la nutrition, la santé, la sécurité et les conditions de vie. Les enfants ont cessé de bénéficier de l'espace de protection que procure l'école face aux violations de leurs droits. Le confinement et les autres mesures certes inévitables du point de vue de la santé mais nuisibles du point de vue du développement humain ont provoqué **l'augmentation de phénomènes tels que le travail des enfants, les mariages forcés, la violence sociale et familiale et l'exclusion**.

La pandémie a mis en évidence, une fois de plus, la **participation limitée des enfants et des adolescents aux processus de décision qui concernent leur vie**. Il est nécessaire de leur accorder une plus grande attention, de les

écouter, de prendre en compte leurs opinions sur les décisions qui les touchent, et surtout de les placer au centre des politiques publiques.

Dans ce contexte de crise, et un an après la fermeture massive des écoles, Educo souhaite proposer une **radiographie de l'impact exercé par la pandémie sur l'éducation, la protection et le bien-être** général de l'enfance, car le premier pas vers le changement consiste à sensibiliser la société à la situation. Notre analyse adopte une approche holistique, considérant l'éducation comme un droit fondamental qui permet l'exercice d'autres droits.

Le contenu de cette publication est largement basé sur l'expérience accumulée par Educo au fil des ans et sur celle de près d'un millier de personnes qui travaillent pour l'organisation sur le terrain et s'efforcent d'améliorer la situation des enfants les plus vulnérables. Des interviews avec des spécialistes de l'éducation et du travail social qui ont partagé leur vision des défis auxquels nous sommes confrontés dans l'ère post-COVID ont également été incluses.

Au moyen de ce document, Educo invite les responsables de la protection et du bien-être de l'enfance à tirer les leçons de la pandémie et de l'expérience de l'année écoulée, et à **garantir une éducation gratuite, de qualité, inclusive et équitable, afin que personne ne soit laissé de côté.**

La crise sociale, économique, sanitaire et éducative générée par la COVID-19 a mis en péril bon nombre des énormes progrès réalisés depuis l'adoption de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, il y a maintenant 30 ans. Elle a également réduit les chances d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Il s'agit d'**une crise mondiale qui appelle à une solution globale**, car c'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu.



Remerciements

Les données et les informations présentées dans ce document proviennent des bases de données et des **publications d'Educo, d'organisations internationales, de recherches universitaires, d'enquêtes et d'études réalisées par des entités publiques et privées.**

Le contenu a été nourri par les informations recueillies par Educo dans les différents pays où l'organisation opère et par les précieux commentaires et analyses de ses **experts dans les 14 pays** où l'ONG est présente.

Enfin, nous avons bénéficié des connaissances et de l'expérience de personnes spécialisées dans les thématiques abordées, notamment des **représentants du secteur de l'Éducation, du monde universitaire et des associations.**

Educo tient à remercier toutes les personnes dont les noms figurent en annexe pour la série d'interviews qu'elles ont accordées et qui ont rendu cette publication possible.



Introduction



La pandémie de COVID-19, en plus d'engendrer un coût humain élevé, a plongé tous les pays dans **une crise socio-économique qui pourrait se répercuter sur plusieurs des générations à venir**. Il s'agit d'une crise qui touche l'apprentissage, les capacités de socialisation et la santé physique et mentale de millions d'enfants et d'adolescents. **La pandémie exacerbe les inégalités existantes et menace d'anéantir les progrès accomplis** dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en faveur desquels tous les pays se sont engagés d'ici 2030.

Les mesures prises pour endiguer la pandémie ont imposé des changements radicaux dans les modèles éducatifs du monde entier. Cette situation a eu un impact négatif direct sur les performances scolaires des enfants et des adolescents. Elle a également entraîné **l'exclusion de groupes d'enfants vulnérables** qui, parce qu'ils vivent en situation de pauvreté, sont des migrants, appartiennent à des minorités ethniques, souffrent de handicaps ou ont besoin d'une attention particulière, n'ont pas pu bénéficier des solutions adoptées par les gouvernements et les institutions pour assurer la continuité de l'apprentissage.

Le risque à court et à moyen terme est de **creuser le fossé éducatif et d'augmenter les taux d'échec et d'abandon scolaire précoce**. Si l'éducation est considérée comme un catalyseur pour la réalisation d'autres objectifs de développement durable, les effets négatifs de cette crise se feront également ressentir à long terme. Parmi ces objectifs figurent notamment la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'amélioration de la santé, de la croissance économique et des opportunités d'emploi ou encore le maintien de la paix.

L'éducation représente bien plus que la seule acquisition de contenus académiques à l'école. **L'école est un espace d'apprentissage et de protection** au sens large, où les enfants et les adolescents se forment aux valeurs fondamentales de la cohésion sociale, telles que l'égalité et le vivre ensemble. Son rôle est donc essentiel au développement des personnes et à leur contribution future aux sociétés démocratiques.

COVID-19 : une maladie pour de multiples crises



La COVID-19 affecte la vie des enfants et des adolescents d'au moins trois façons : **la contagion et les effets potentiels sur la santé physique et mentale ; la détérioration des conditions socio-économiques des familles ; et l'interruption des services essentiels** à la protection des droits de l'enfance.

Même s'il faudra du temps pour connaître avec exactitude l'ampleur et l'impact de la pandémie, tout le monde s'accorde à dire qu'elle a provoqué une crise sanitaire qui a dépassé la capacité de réponse des systèmes de

santé du monde entier, une récession économique qui aura des effets désastreux sur le financement des secteurs privé et public et qui menace d'appauvrir des millions de familles, et finalement une **crise de l'éducation qui a fragilisé les systèmes éducatifs et augmenté les inégalités en matière d'apprentissage**. Ces trois crises sont particulièrement dommageables pour les groupes de population les plus vulnérables, sans compter leurs répercussions sur la santé socio-émotionnelle des enfants et des adolescents.

La crise sanitaire

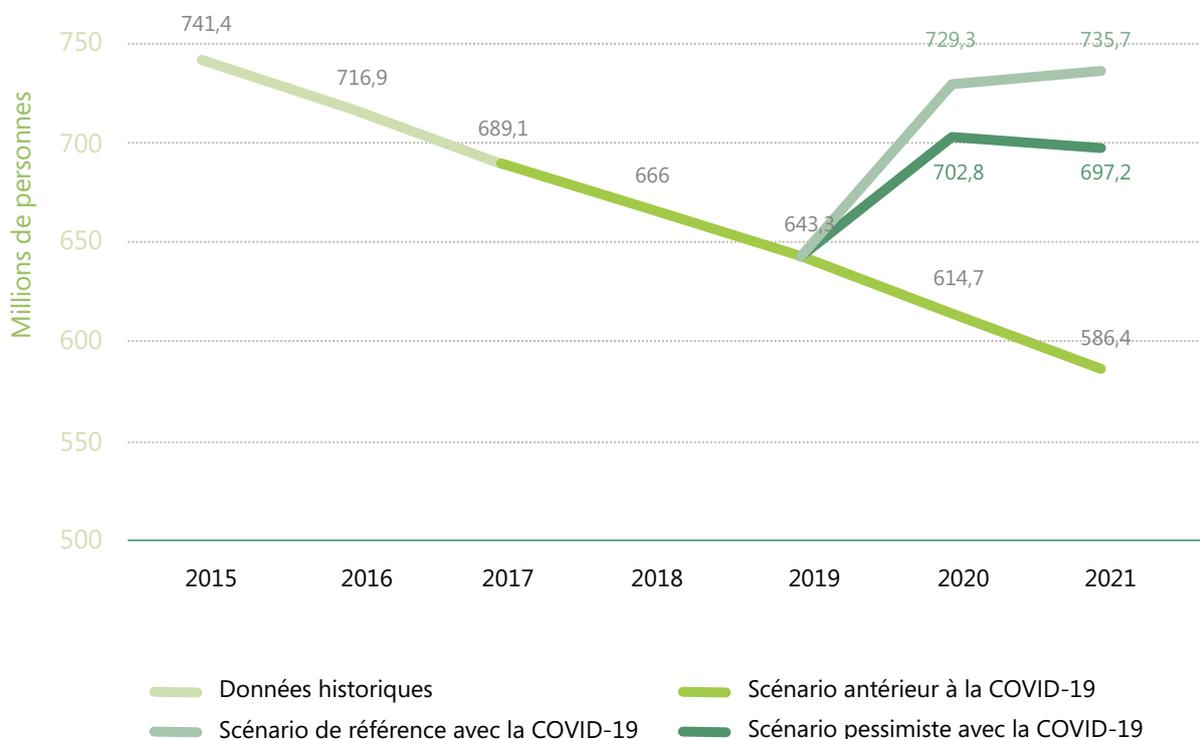
Un an après le début de la pandémie, le nombre de personnes infectées par la COVID-19 dans le monde avait déjà dépassé les 100 millions, et plus de 2 millions d'entre elles étaient décédées des suites de ce type de coronavirus. Les enfants et les jeunes personnes âgées de moins de 20 ans représentaient 11% des cas confirmés, selon une analyse du Fonds des Nations unies pour l'enfance (étude de l'UNICEF réalisée en novembre 2020 à partir des données de 87 pays).

Les efforts déployés pour développer un vaccin ont donné des résultats avec une rapidité sans précédent. Cependant, l'immunisation de la population mondiale est confrontée à des défis majeurs tels que la nécessité de produire le vaccin en grandes quantités dans un délai très court, la disponibilité des vaccins pour les pays en développement,

la logistique des injections et l'émergence de nouvelles variantes plus contagieuses du virus.

L'urgence sanitaire et **les mesures de distanciation adoptées pour contenir la pandémie ont contribué à la détérioration d'autres indicateurs**, parmi lesquels figurent les taux de vaccination contre les maladies évitables, dont la diminution fait craindre d'autres effets, comme l'augmentation de la mortalité infantile. L'UNICEF estime par exemple que la malnutrition peut tuer deux millions d'enfants de moins de cinq ans en l'espace de 12 mois.

Projection de l'augmentation de l'extrême pauvreté due à la pandémie de COVID-19



Source: Blake et Wadhwa (2020).

La crise socio-économique

En plus des coûts sociaux et sanitaires élevés, le confinement et les autres mesures imposées pour endiguer la COVID-19 ont entraîné une récession mondiale caractérisée par l'interruption des activités de production et la fermeture de nombreuses entreprises qui a provoqué à son tour une hausse du chômage et une perte de revenus pour les ménages.

Après des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté dans le monde, la COVID-19 a pour la première fois inversé la tendance. La Banque mondiale estime qu'entre 88 et 115 millions de personnes, selon les scénarios, se sont ajoutées en 2020 à celles qui vivaient déjà dans une situation d'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,9 dollar par jour. Pour sa part, l'Organisation des Nations unies (ONU) a signalé qu'au cours de cette même année 2020 entre 42 et 66 millions d'enfants pouvaient avoir rejoint les 386 millions qui se trouvaient déjà dans cette situation critique.

Les mesures de distanciation sociale ont influé sur la fourniture des services essentiels, comme la distribution de nourriture, et ont aggravé plusieurs des problèmes auxquels étaient confrontés des secteurs entiers de la

population vulnérable. Avant la pandémie, 690 millions de personnes (près de 9% de la population mondiale) souffraient de malnutrition et 2 milliards de personnes n'avaient pas un accès régulier à une alimentation sûre, nutritive et en quantité suffisante. La crise de la COVID-19 a exacerbé ces déficits, de sorte qu'**à la fin de 2020, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire avait augmenté de 121 millions.**

À cet égard, il est à noter que la fermeture des écoles a pour conséquence l'**arrêt de la distribution de repas scolaires**, un service qui pourtant fait partie des interventions qui ont le plus contribué à améliorer la santé et la nutrition des enfants, avec le lavage des mains au savon et l'accès à des installations sanitaires sûres. La fourniture de repas scolaires a également favorisé la **scolarisation des enfants et leur maintien à l'école.**

Un rapport publié en mai 2020 par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) indiquait que des reculs avaient déjà été enregistrés dans les indicateurs de base du développement humain, calculé au moyen d'une combinaison de facteurs éducatifs, sanitaires et de conditions de vie.

La crise éducative

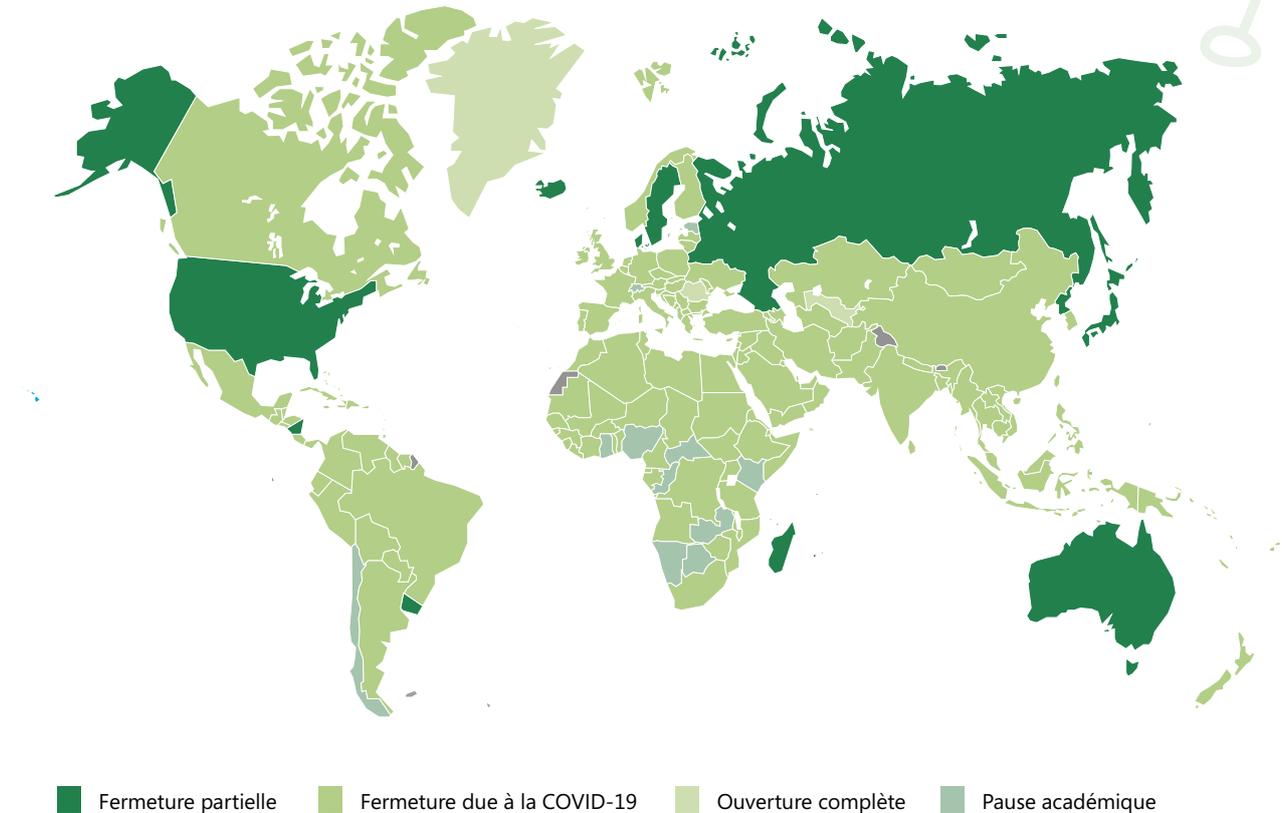
La fermeture des centres éducatifs a été décrétée comme mesure d'urgence visant à maintenir la distanciation sociale censée freiner la contagion, lorsque la pandémie atteignait son premier pic en mars et avril 2020. **Cette fermeture a simultanément retiré près de 1,6 milliard d'étudiants** des salles de classe et imposé un changement brutal du modèle d'enseignement, en passant de cours en présentiel vers un apprentissage à distance ou mixte. Le nouveau modèle a été adopté **sans l'avis des étudiants et sans disposer des outils, des méthodologies ou de la préparation adéquate pour le mettre en œuvre.**

Un an après le début de la pandémie, plus de 800 millions d'élèves devaient encore observer des mesures qui ont

radicalement modifié leur éducation, qu'il s'agisse de la fermeture complète des écoles (dans 31 pays), ou de l'établissement d'un calendrier scolaire réduit ou à temps partiel (dans 48 pays). On estime que durant l'année 2020 les écoles sont restées fermées pendant 3,5 mois en moyenne, bien que dans certains cas les élèves soient demeurés éloignés des salles de classe pendant un an.

L'une des préoccupations du secteur de l'éducation est que la crise économique et la perte de recettes fiscales conduise à privilégier la relance économique et la santé dans les budgets gouvernementaux, au détriment de la protection de l'enfance et de l'éducation, domaines où les ressources étaient déjà insuffisantes. Le cas échéant,

Écoles fermées durant le pic de la pandémie



Source: (UNESCO, 2021a).

non seulement les dépenses consacrées à l'éducation pour atteindre les objectifs de développement durable n'augmenteront pas, mais elles pourraient même diminuer. L'UNESCO estime que les budgets du secteur seront réduits d'au moins 210 milliards de dollars en raison de la baisse du produit intérieur brut (PIB) des pays.

L'impact de la pandémie a relancé le débat sur **le rôle de l'éducation en tant que moteur du développement**, aussi bien individuel que socio-économique, et de la réduction des inégalités existantes. Ce débat **remet en question la capacité des systèmes éducatifs à atteindre tous les enfants** du monde et à construire des sociétés plus unies et plus équitables.

1 631 millions d'étudiants
touchés

1 478 millions d'étudiants
touchés par des fermetures totales

84,5 % du total
des élèves inscrits

Plus de 150 000 étudiants
en situation de fermeture partielle

165 pays
avec des centres éducatifs fermés au niveau national

Abandon scolaire : un processus multidimensionnel



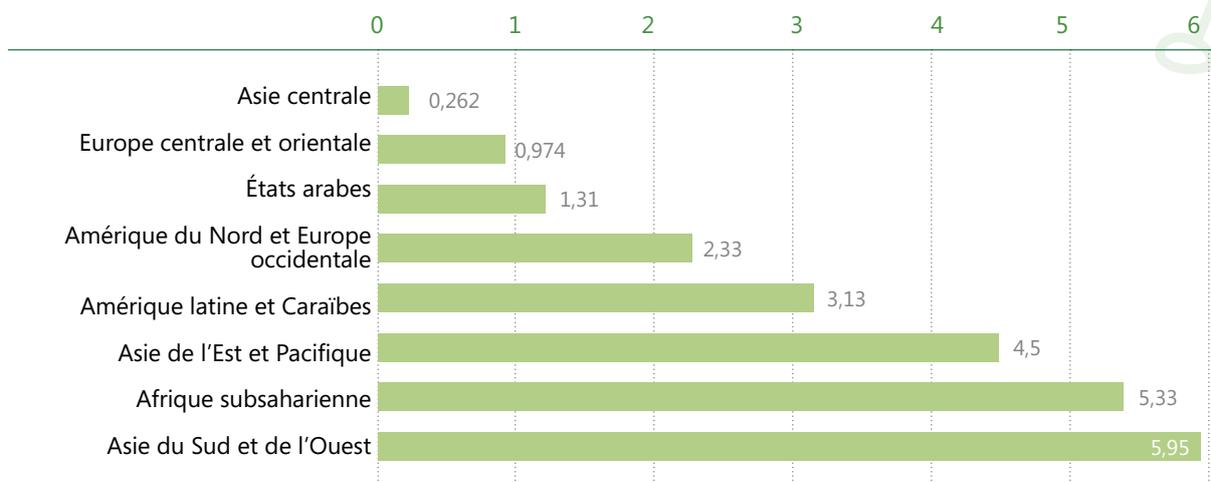
L'abandon scolaire est un processus multidimensionnel dans lequel il est souvent difficile de distinguer les causes des conséquences. Traditionnellement, les causes incluent les résultats scolaires, le travail des enfants et le déplacement forcé des familles. Les conséquences, quant à elles, comprennent le déficit d'apprentissage, les carences nutritionnelles et les pertes d'opportunités. Néanmoins, des facteurs qui conduisent à des situations d'abandon scolaire tels que **la violence, les grossesses précoces ou le mariage des enfants** apparaissent fréquemment comme une conséquence de ce phénomène.

Les expériences du passé ont montré qu'après une urgence sanitaire, les élèves ne retournent pas tous à l'école lorsque la situation retrouve sa normalité. Au contraire, beaucoup d'entre eux l'abandonnent tout simplement. Dans un contexte de crise économique, **le risque d'une augmentation du nombre de jeunes personnes qui n'étudient pas ni ne travaillent (les**

ni-ni) est considérable, tout comme celui d'un recul des progrès en matière d'égalité et d'inclusion dans l'éducation. Et bien que l'idée se soit répandue que les ni-ni choisissent de ne pas travailler ni d'étudier, ils constituent néanmoins un groupe de population particulièrement touché par cette pandémie et se trouvent dans une situation qu'ils n'ont pas souhaitée.

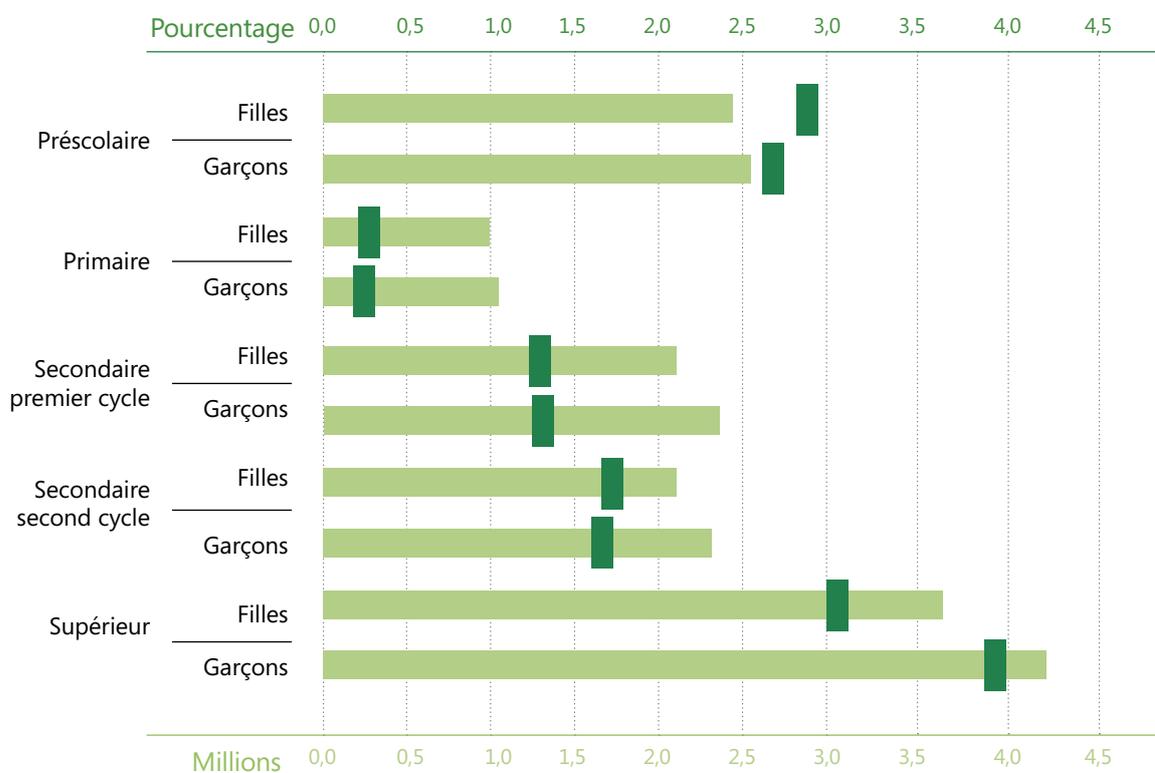
Avant la pandémie, plus de 250 millions d'enfants et d'adolescents en âge d'être scolarisés ne fréquentaient pas de centre éducatif. Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), quelque 24 millions d'élèves de tous niveaux, de l'éducation préscolaire à l'université, encourraient le risque de ne pas retourner à l'école. Parmi eux, 10,9 millions d'enfants, dont 5,2 millions de filles, suivaient l'enseignement primaire et secondaire. L'Asie du Sud-Ouest (5,9 millions) et l'Afrique subsaharienne (5,3 millions) représentaient la plus grande proportion des abandons potentiels (près de la moitié).

Répartition des abandons scolaires par région



Source: (UNESCO, 2020a)

Élèves en risque d'abandon scolaire



Source: (UNESCO, 2020a).

Performance scolaire



Les mauvais résultats académiques qui peuvent amener au redoublement, la motivation, les attitudes et les attentes des parents, des enseignants et des élèves à l'égard de l'éducation sont souvent des facteurs déterminants de l'**abandon scolaire**. Les performances et les résultats

scolaires sont influencés par **la situation économique, sociale et familiale des enfants et des adolescents, ainsi que par l'état physique, nutritionnel, sanitaire, cognitif, psychologique et émotionnel** de l'enfant lui-même.

Les dernières données disponibles montrent qu'à l'échelle mondiale, 85% des élèves achèvent l'enseignement primaire, mais que ce chiffre diminue à mesure que le niveau d'étude s'élève. Ainsi, 73% des enfants terminent le niveau du secondaire inférieur et seulement 49% le niveau du secondaire supérieur. Les taux sont particulièrement bas dans les pays à faible revenu par habitant, avec des moyennes de 56%, 28% et 15%, respectivement.

Le redoublement, qui est pratiqué dans le monde entier, est plus courant dans les pays à faible revenu et plus fréquent dans le secondaire inférieur que dans le primaire. On s'est demandé si le fait de sanctionner l'apprentissage par un examen de fin de cycle, d'instituer un test d'entrée dans de nombreuses écoles et d'obliger les personnes à redoubler en cas de mauvais résultats ne conduisait pas à l'exclusion des élèves les moins performants. La nécessité de **réviser les systèmes pour prendre en compte les élèves ayant des antécédents, des circonstances et des capacités différentes** s'est alors imposée.

Travail des enfants

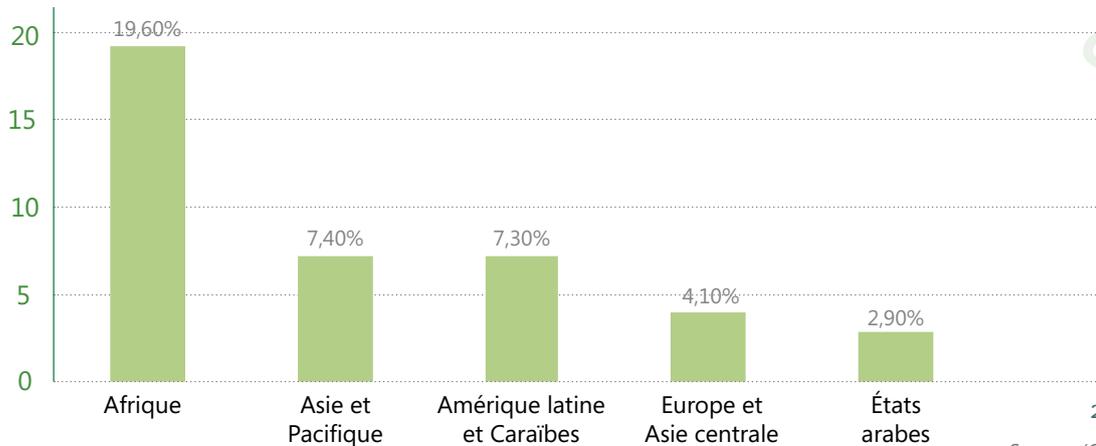
Le travail des enfants est généralement dû à une combinaison de facteurs : **la pauvreté, le manque d'opportunités d'emploi** pour les parents, **la marginalisation sociale** et **les normes sociales** qui tolèrent cette pratique. Le travail des enfants n'implique pas seulement une violation des droits de l'enfant, mais réduit considérablement les chances des nouvelles générations de sortir du **cercle vicieux de la pauvreté** dans lequel vivent des millions de familles vulnérables.

Être parvenu à réduire l'incidence du travail des enfants auprès de 94 millions d'enfants, selon les données de l'Organisation

internationale du travail (OIT), a constitué l'une des grandes réussites mondiales de ces deux dernières décennies. Pourtant, en raison de la situation critique dans laquelle la COVID-19 a plongé un nombre croissant de ménages, **de nombreux élèves se voient contraints d'abandonner leurs études** pour s'occuper des tâches ménagères ou **contribuer par leur travail au revenu familial**.

Avant la pandémie, **un total de 152 millions d'enfants** (88 millions de garçons et 64 millions de filles) **travaillait**, bien souvent au péril de leur **intégrité physique**. Près de la moitié d'entre eux subissent les **pires formes du travail**

Travail des enfants et des adolescents par âge, activité et région



des enfants et sont victimes de l'esclavage moderne, de la traite, du travail forcé, du recrutement par des forces armées et d'autres abus. Avant la pandémie, 1,2 million d'enfants étaient victimes de la traite des êtres humains ; 1 million au moins de l'exploitation sexuelle, des filles pour la plupart ; 5,7 millions se trouvaient en situation de servitude pour dettes ou d'autres formes d'esclavage ; et quelque 300 000 avaient été recrutés par des groupes armés, selon les données de l'UNICEF et de l'OIT.

Il n'existe pas actuellement de projections globales de l'évolution du travail des enfants, mais des indices portent à croire qu'il est en **augmentation dans plusieurs pays**, dont le Mali, le Guatemala et l'Inde. Les experts en matière de travail des enfants ont calculé qu'une augmentation de 1% de la pauvreté entraîne une augmentation de 0,7% du travail des enfants.

Violence sociale et familiale

Les formes de violence faites aux enfants sont multiples. Elles se produisent au sein de tous les groupes socio-économiques et vont de la violence perpétrée à l'extérieur du foyer par des bandes criminelles et par leurs propres pairs, à la violence infligée par des personnes plus âgées qui en ont la charge. Les violences physiques, sexuelles, émotionnelles ou la négligence causent des dommages irréversibles à la santé et au bien-être. Elles peuvent entraîner des problèmes de comportement, des actes violents, une consommation de drogues et d'alcool ou des comportements sexuels à risque.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'un enfant sur deux âgé de 2 à 17 ans est victime chaque année d'une forme de violence. Pour sa part, l'UNICEF estime qu'environ 3 enfants sur 4 âgés de 2 à 4 ans

reçoivent des punitions violentes de la part des personnes qui devraient s'occuper d'eux ; la moitié des étudiants âgés de 13 à 15 ans subissent des violences à l'école et dans les environs de l'école ; et une adolescente sur 3 âgée de 15 à 19 ans a été victime de la violence infligée par son partenaire.

Bien qu'il n'existe pas encore de cartographie à grande échelle de la violence domestique, «l'épidémie de COVID-19 s'inscrit dans un schéma similaire à celui des crises sanitaires précédentes, à savoir qu'elle provoque une augmentation de la violence de genre et de la violence domestique en Asie du Sud-Ouest et dans le Pacifique», déclare Jenelle Babb, conseillère régionale de l'UNESCO pour la santé et le bien-être. Les organisations présentes dans d'autres régions comme l'Amérique latine ne disent



pas autre chose. Dans un récent rapport sur la prévention de la violence contre les enfants, l'OMS a indiqué que la perte de revenus, les mesures de distanciation sociale et le surpeuplement des logements ont provoqué dans les ménages des niveaux de stress et d'anxiété plus élevés qui peuvent être des déclencheurs de comportements agressifs. D'autres organismes internationaux et institutions de protection de l'enfance ont mis en garde contre le risque d'une **augmentation de la violence domestique, alors que les visites à domicile et les autres services de prévention et de soins aux victimes sont perturbés par la pandémie.**

L'éducation menacée par la violence

Après avoir fui les conflits armés intercommunautaires qui menaçaient sa sécurité dans la localité de Bankass, au Mali, la famille de Fatoumata s'est installée à Soufroulaye, dans la région de Mopti, à une centaine de kilomètres. Avant que sa famille ne migre, la violence avait contraint la jeune fille de 13 ans à rester chez elle et à s'occuper des tâches ménagères au lieu d'aller à l'école.

L'arrivée de la COVID-19 a aggravé l'insécurité dans certaines régions du Mali et a entraîné la fermeture de toutes les écoles du pays en mai 2020.

Fatoumata a pu poursuivre ses études grâce à du matériel pédagogique et à une radio à énergie solaire obtenus dans le cadre d'un projet de soutien à l'éducation. Ce projet d'Educo, Education Cannot Wait (EWC), soutenu par l'UNICEF, bénéficie à 50 écoles et communautés de Ségou et Mopti. En plus de distribuer des radios aux enfants dont l'éducation a été perturbée par la pandémie, il propose, entre autres actions, des programmes éducatifs et de sensibilisation.

"Les cours à distance m'ont permis de poursuivre mes études jusqu'à la réouverture des écoles au début du mois de janvier 2021. J'ai à présent une radio solaire avec laquelle j'écoute les leçons sur les fréquences des radios communautaires, même pendant le weekend. De plus, mon école dispose de matériel de lavage des mains et nous, les élèves, nous respectons la distance sociale", explique Fatoumata.

Comme elle, de nombreuses personnes ont été contraintes de fuir leur village d'origine dans les régions du nord et du centre du Mali en raison de la violence des groupes armés. Ces dernières années, de nombreuses écoles ont été attaquées et menacées par des groupes terroristes qui ont systématiquement fermé les centres éducatifs. En février 2021, 2 200 écoles fréquentées par plus de 300 000 enfants sont restées fermées à cause de problèmes d'insécurité.

Migration et déplacements forcés

L'émigration, même lorsqu'elle est volontaire et motivée par la recherche de meilleures opportunités d'emploi et de conditions de vie, représente un défi pour la pleine intégration des enfants migrants dans les systèmes éducatifs des pays d'accueil. Le défi devient insurmontable lorsqu'on abandonne son lieu de résidence parce qu'il n'y a pas d'autre alternative, comme c'est le cas des enfants issus de familles qui ont été contraintes de chercher refuge dans un autre pays ou de se déplacer pour échapper à des menaces ou à un conflit, à la dévastation causée par des catastrophes naturelles ou par d'autres fléaux.

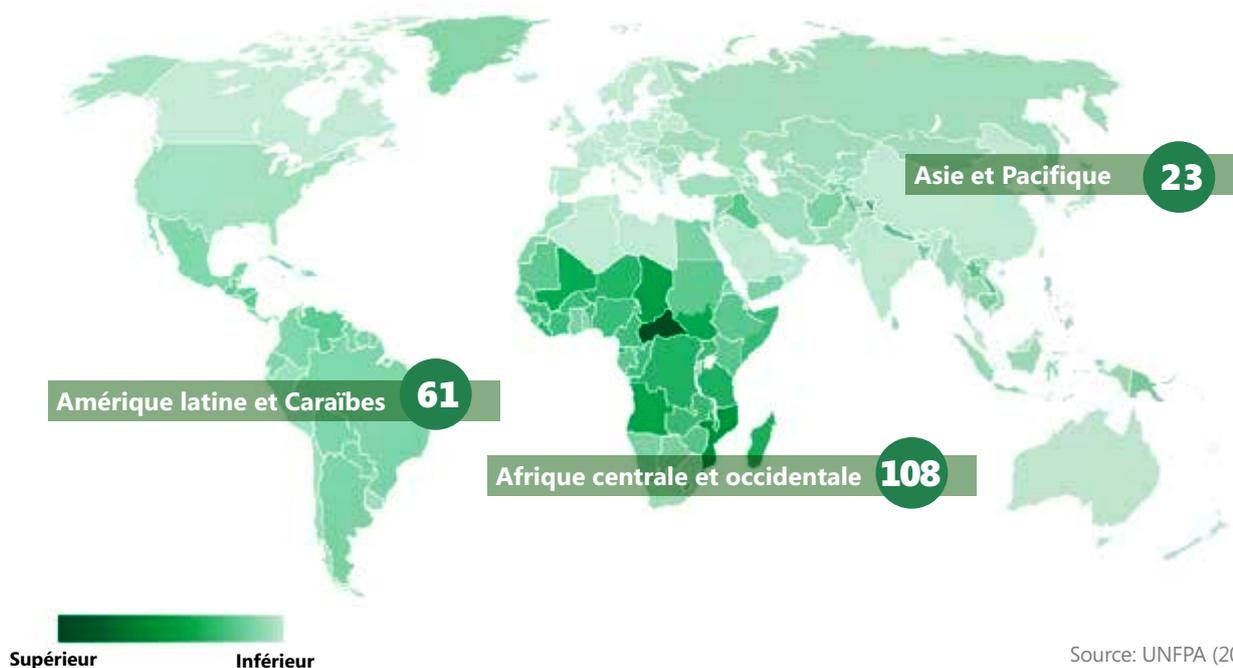
Il est difficile d'obtenir des statistiques fiables sur l'éducation, les migrations ou les déplacements forcés, en raison des circonstances dans lesquelles vivent les personnes concernées par ce phénomène. L'Initiative pour le droit à l'Éducation estime cependant que **sur le nombre total de personnes déplacées dans le monde, 30 millions sont des enfants en âge scolaire**. De son

côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) indique que la moitié des près de 20 millions de réfugiés recensés à la fin de 2017 avaient moins de 18 ans. Selon cette organisation, **quelque 6,4 millions de réfugiés âgés de 5 à 17 ans ne sont pas scolarisés** ; 61% sont inscrits à l'école primaire et seulement 23% à l'école secondaire.

L'arrivée massive de personnes migrantes d'âge scolaire, sans document, réfugiées et déplacées, pèse lourdement sur les ressources éducatives déjà insuffisantes des territoires d'accueil. Des programmes alternatifs destinés à assurer une certaine continuité dans l'éducation des enfants migrants et déplacés existent certes, mais le sentiment général est que les enfants ne devraient pas demeurer dans un circuit éducatif parallèle, **sans financement assuré, sans personnel correctement formé ou sans tests d'évaluation reconnus**.

Mariage des enfants

Taux de natalité chez les adolescentes pour 1000 filles âgées de 15 à 19 ans, 2020



Le mariage des enfants est un phénomène lié à plusieurs facteurs, dont la **pauvreté, les inégalités de genre, la violence, les grossesses précoces et l'abandon scolaire. Le mariage est souvent perçu comme la meilleure ou la seule option**, et ce pour diverses raisons. Par exemple, dans certaines communautés, le mariage est considéré comme une garantie pour l'avenir de la fille car il «transfert» la responsabilité de ses soins au futur mari. Dans les situations humanitaires, le recours au mariage des filles apparaît **comme une forme de protection contre la violence sexuelle**. Parfois, il peut aussi résulter de décisions prises par les adolescents eux-mêmes, par exemple lorsqu'ils pensent qu'il s'agit d'un moyen rapide de devenir indépendants ou d'échapper à des situations de violence familiale.

Même si le mariage des enfants a diminué au cours de la dernière décennie, aucune région n'atteindra la cible de l'ODD au même rythme qu'avant la pandémie. De

Grossesse précoce

Les grossesses chez les filles et les adolescentes âgées de 10 à 19 ans sont souvent associées à **un faible niveau d'éducation, à des bas revenus et à une participation limitée à la vie professionnelle**. Dans les pays en développement, **90% des naissances de mères âgées de 15 à 19 ans concernent des adolescentes mariées**, ce qui signifie que le mariage est souvent un précurseur des grossesses précoces, selon le Fonds des Nations Unies pour la population.

La grossesse précoce est à la fois une cause et une conséquence de l'**abandon scolaire**. Des études menées en Afrique ont montré que les grossesses chez les adolescentes sont à l'origine de 5 à 10% des abandons scolaires, mais aussi que **les grossesses sont plus fréquentes chez les filles dont le niveau d'éducation est faible**.

Chaque année, 16 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans et 2 millions de filles âgées de 14 ans ou moins deviennent mères dans les pays à revenu faible

nombreuses organisations préviennent par ailleurs que **la COVID-19 a ralenti les efforts visant à réduire le mariage des enfants**, à tel point que le Fonds des Nations unies pour la population a estimé en avril 2020 que 13 millions d'unions précoces qui auraient pu être évitées auront lieu d'ici à 2030. Les personnes les plus touchées seront les filles d'Asie du Sud, suivies par l'Afrique occidentale et centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes.

Guruprasad Rao, Directeur d'Educo en Inde, explique que «l'aggravation de la crise causée par la pandémie exerce une pression inouïe sur les familles qui luttent déjà pour leur survie. C'est déchirant. Certains parents et membres de la communauté ont même vu cette situation de pandémie comme une opportunité de marier leurs filles, sachant que les contrôles seraient moindres et que le gouvernement serait occupé à la gestion de la situation de pandémie due à la COVID-19».

ou intermédiaire, et beaucoup d'entre elles sont victimes de violences sexuelles. Dans des pays comme le Mali et le Niger, le taux de natalité dépasse 150 naissances pour 1000 filles.

Avec l'urgence sanitaire causée **par la COVID-19, les services de santé reproductive et de planning familial ont réduit le nombre de consultations**. Dans le même temps, la fermeture des écoles a privé de nombreuses **filles et adolescentes d'un espace essentiel de protection contre la violence** et contre d'autres violations de leurs droits, comme le mariage forcé et les grossesses précoces. Différentes institutions ont précisément mis en garde contre le risque d'une augmentation significative des grossesses précoces que des organisations telles que Save the Children estiment à un million de plus que celles prévues avant la pandémie, soit une augmentation annuelle de 3%.

Quels changements devons-nous apporter pour réduire de manière significative le mariage des enfants en Inde ?

Mettre les politiques au service des enfants et des familles

Maintenir les enfants à l'école : veiller à ce que tous les enfants soient scolarisés et bénéficient du soutien dont ils ont besoin. Nous recommandons d'étendre l'enseignement gratuit et obligatoire aux enfants âgés de 14 à 18 ans. À l'heure actuelle, les enfants ne peuvent accéder à l'éducation que jusqu'à l'âge de 14 ans. Ils se voient ainsi exposés au risque de mariage précoce, car la plupart d'entre eux ne disposent pas des ressources nécessaires pour poursuivre leurs études.



Nous devons également offrir aux enfants une formation aux compétences de vie

Soutenir les familles pour éviter qu'elles ne soient laissées de côté : intégrer les parents, notamment les plus défavorisés, aux systèmes de protection sociale, y compris au régime de garantie d'emploi. De nombreux parents qui vivent dans les zones les plus pauvres ne font actuellement pas partie des programmes de protection sociale. Les raisons en sont le manque d'information et d'orientation sur l'accès aux programmes ou l'absence de document d'identité chez les familles migrantes.

Implémenter et agir : implémenter des politiques qui interdisent le mariage des enfants. Bien qu'il soit illégal de se marier avant l'âge de 18 ans, il existe encore beaucoup de cas où les personnes qui organisent ces mariages n'ont pas été tenus responsables par la loi.

Garantir que les communautés sont informées et que les systèmes fonctionnent

Renforcer les communautés pour qu'elles soient les protectrices des enfants : renforcer les comités villageois de protection de l'enfance dans leur rôle de surveillance, comme l'établit le plan intégré de protection de l'enfance (icps). Si une formation destinée à l'identification des cas est dispensée aux membres du comité, et si les membres de la communauté procèdent au signalement des cas, les mariages d'enfants pourraient être anticipés ou évités rapidement.

Un système de suivi des mouvements et des progrès des enfants au niveau du village sera mis en place. Pour l'heure, il n'existe pas de collecte systématique de données sur l'enfance, et en particulier sur les enfants qui ne fréquentent pas l'éducation formelle. Lorsque les leaders communautaires connaissent les caractéristiques de leur village, ils sont en mesure de suivre les progrès des enfants et d'anticiper les risques tels que le mariage des enfants (pour les moins de 18 ans).

Impliquer les leaders religieux que les membres de la communauté respectent et en qui ils ont confiance. La majorité de la population indienne croit fermement en ses leaders religieux. Aussi, il peut être utile d'y recourir pour qu'ils contribuent à influencer et à changer les mentalités sur le mariage des enfants.

Donner aux enfants les moyens de connaître les droits que la loi leur attribue

Commencer par le profil : les droits de l'enfance ne doivent pas être évoqués uniquement au sein des groupes d'adolescents. Nous demandons que les questions relatives à l'impact négatif du mariage des enfants soient intégrées aux programmes scolaires dès la sixième année, voire plus tôt, lorsque les enfants commencent à encourir le risque d'être contraints au mariage.

Campagnes de sensibilisation menées par des enfants au niveau des villages pour sensibiliser les adultes.

Formation d'un groupe de pairs (adolescents) qui interviennent en qualité de protecteurs et qui procèdent à des dénonciations. Les enfants parlent avant tout à leurs pairs, plus qu'à n'importe qui d'autre dans la communauté. Par conséquent, les enfants peuvent aussi prévenir les mariages comme ceux que nous avons connus dans les zones de nos projets.

Quand le mariage semble être la seule option

Deepika a 17 ans et vit dans un village défavorisé de l'un des districts de l'État de Maharashtra. Sa mère, Sania, travaille dans une ferme agricole, où elle gagne 1500 roupies par mois. Leur père les a abandonnées après la mort de deux frères, alors que Sania était encore enceinte de Deepika. Il ne leur apporte aucun soutien.

La mère et la fille vivent dans une maison en terre de moins de 20 mètres carrés, avec une pièce qui sert de salle à manger, de chambre à coucher et de cuisine, et un petit espace pour ranger leurs affaires.

Sania avait prévu de marier sa fille en pensant que cela lui assurerait un avenir meilleur, même si ses résultats scolaires étaient bons.

"J'ai deux frères qui vivent à proximité dans leur propre maison. Le gouvernement m'a alloué de l'argent pour construire ma maison car je vis sous le seuil de pauvreté. Mais mes frères ne sont pas d'accord d'enregistrer ce logement à mon nom", explique Sania.

Deepika fait partie d'un groupe d'adolescents créé dans le cadre d'un projet d'Educo en Inde mis en œuvre par son partenaire local Kalapandri, et au sein duquel des sujets qui concernent les adolescents sont abordés et débattus. Educo travaille avec 74 des près de 300 ménages de cette localité. Ils ont été choisis parce qu'ils abritent des familles monoparentales, soumises à une énorme pression économique et susceptibles d'émigrer.

"J'ai dit à ma mère que si elle me mariait, elle n'aura personne pour s'occuper d'elle. J'ai de bons résultats à l'école. Si je continue d'étudier, je pourrai gagner de l'argent et m'occuper d'elle", ajoute l'adolescente, qui aspire à faire des études supérieures. Elle dit avoir appris quatre choses importantes lors des réunions du groupe d'adolescents : la confiance en soi, les avantages de l'éducation, les questions de santé et d'hygiène et les droits de l'enfance.



Un responsable de Kalapandri a appris la situation de Deepika lors d'une visite à domicile. Il lui a fourni des conseils et a présenté le cas au Comité de Protection de l'Enfance local. En attendant une solution plus stable à la situation économique de Deepika, Kalapandri a pu obtenir une exemption de ses frais de scolarité et a mis à sa disposition un logement en ville où elle pourra poursuivre ses études.

Déficit alimentaire

Une nutrition adéquate est essentielle pour la santé, le bien-être et le développement social et cognitif des enfants. Avant la crise, un enfant de moins de cinq ans sur trois se trouvait en situation de sous-alimentation ou de surpoids, et un sur deux ne consommait pas les micronutriments nécessaires à une croissance et un développement adéquat. Les projections publiées dans *The Lancet* soulignent qu'en raison de la pandémie et de ses répercussions économiques, 6,7 millions d'enfants de moins de cinq ans sont venus s'ajouter aux 47 millions qui souffraient déjà d'émaciation (malnutrition potentiellement mortelle) en 2020.

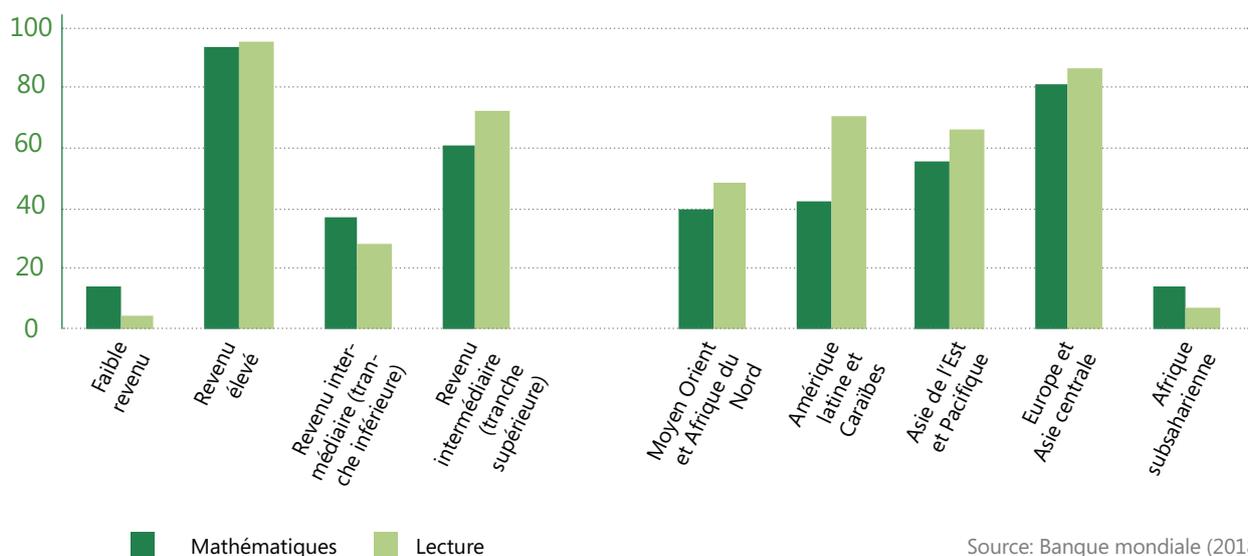
L'état nutritionnel des personnes âgées de plus de 5 ans, notamment des adolescents, est moins bien connu. Toutefois, les résultats des enquêtes menées avant la pandémie (une dans 17 pays et une dans 68 pays), et rapportés dans un document émanant du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, ont montré que deux adolescents sur trois âgés de 15 à 19 ans présentent une

insuffisance pondérale selon les standards de nutrition et qu'environ la moitié de la population âgée de 13 à 17 ans déclare avoir faim.

Au plus fort de la pandémie, 370 millions d'enfants dans 143 pays ont cessé de bénéficier des programmes d'alimentation scolaire, un avantage qui incite également à envoyer ses enfants à l'école. Selon l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM), plus de 39 milliards de repas n'ont plus été distribués en 2020 en raison de la pandémie. Plusieurs pays ont certes tenté de compenser ce manque par des livraisons à domicile, des transferts d'argent ou des bons d'alimentation, mais il s'agit là de solutions temporaires et onéreuses. Educo a contribué à ces efforts et a lancé une initiative qui, entre mars et décembre 2020, a permis la distribution de quelque 600 000 repas. En Espagne par exemple, Educo a adapté son programme de Bourses cantine et a atteint près de 6000 enfants et leurs familles avec le programme d'urgence «Becas Comedor en Casa».

Déficit d'apprentissage

Déficits et écarts d'apprentissage par région et par niveau de revenu



Source: Banque mondiale (2018).

Déficits et écarts d'apprentissage par niveau dans des pays sélectionnés



Source: Banque mondiale (2018).

La scolarisation ne se traduit pas toujours par un apprentissage efficace. **Malgré des années de scolarité, des millions d'enfants ne savent pas lire, écrire ou faire des mathématiques de base.** C'est le cas de 53% des enfants qui ont terminé l'école primaire dans les pays à revenu faible ou moyen, un chiffre qui pourrait passer à 63% en raison de la pandémie (72 millions d'écoliers supplémentaires), selon la Banque mondiale.

Comme dans d'autres domaines, les différences entre les pays se reflètent dans les évaluations internationales de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique. Ces dernières révèlent que l'élève moyen des pays à faible revenu obtient de moins bons résultats que 95% des élèves des pays à revenu élevé. Cela signifie qu'un élève issu d'un pays à faible revenu qui, au regard de ses résultats académiques, fait partie des meilleurs élèves de sa classe, figurera parmi les moins bons dans un

pays à revenu élevé. Des écarts entre les élèves d'un même pays sont également observés. Par exemple, au Sénégal, environ 75% des élèves issus de ménages en situation de pauvreté (le quintile de revenu le plus bas) ne parviennent pas à acquérir les compétences nécessaires pour poursuivre leurs études, contre 20% des élèves issus de ménages plus aisés.

Les possibilités de tirer un avantage de l'éducation ont beaucoup à voir avec les circonstances individuelles des élèves (niveau de revenu de la famille, origine ethnique, handicap et genre, entre autres), les **inégalités dans la qualité de l'enseignement et l'accès aux ressources éducatives, et l'absence ou l'insuffisance de politiques équitables et inclusives.** Le déficit d'apprentissage se manifeste surtout chez les élèves qui se trouvent déjà dans une situation défavorable et qui sont précisément ceux qui ont le plus besoin d'un enseignement. En période

de pandémie, nous observons une **augmentation des inégalités et des lacunes en matière d'apprentissage**, liées à une éducation qui dure moins longtemps et dont la qualité est moindre. «La tempête est la même, mais nous ne sommes pas tous dans le même bateau», résume Juan Martín Pérez, coordinateur de Tejiendo Redes, un projet visant à renforcer les réseaux et les organisations de la société civile qui défendent les droits de l'enfance.

Pertes des opportunités

Les experts soulignent qu'en plus d'être un droit fondamental, l'éducation est un outil essentiel au développement du capital humain, tout comme un pilier fondamental de la croissance et de la prospérité de la société dans son ensemble. **Un niveau d'éducation plus élevé élargit les possibilités de participation active à la vie économique et sociale.** Les économistes de l'OCDE ont estimé que pour chaque année supplémentaire de scolarité, le revenu d'un individu augmente de 7 à 10%.

L'augmentation des abandons scolaires dus à la pandémie pourrait accroître le nombre déjà élevé de jeunes personnes (18-24 ans) qui n'étudient pas ni ne travaillent, les fameux «ni-ni». Les dernières statistiques de l'Organisation internationale du travail (OIT) révèlent que le nombre de jeunes personnes âgées de 15 à 24 ans qui se trouvent dans cette situation est passé de 259 millions en 2016 à 267 millions en 2019, dont deux tiers de femmes, et pourrait atteindre 273 millions en 2021.

La **perte d'apprentissage** entraîne à son tour une perte des compétences liées à la productivité à l'âge adulte, et se **répercute donc sur la croissance et le développement des pays.** Selon l'OCDE, le PIB moyen des pays pourrait être inférieur de 1,5% durant tout le 20ème siècle en raison des pertes d'apprentissage et de compétences des générations d'étudiants actuelles, voire davantage si les prochaines générations n'atteignent pas des performances éducatives similaires à celles d'avant la pandémie.



Vulnérabilité et violations des droits

Les mesures destinées à protéger la santé des enfants et des adolescents peuvent involontairement et indirectement conduire à la violation de leurs droits, et notamment leurs droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à la sécurité et au bien-être et au développement en général.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, n'a cessé d'insister sur le fait que **l'impact de la COVID-19 n'est pas le même pour tous**. Si des mesures d'atténuation ne sont pas prises, certaines communautés et certaines personnes éprouveront plus intensément et plus longtemps les conséquences négatives de la pandémie.

Parmi ces populations vulnérables ne figurent pas seulement les enfants des familles vivant en dessous du seuil de pauvreté, dans des foyers où les services d'eau ou

d'assainissement sont déficients, dans des communautés isolées ou des zones urbaines où il n'est pas possible de maintenir la distance sociale préconisée par les experts. Il faut également y inclure les enfants qui sont déjà victimes de discrimination en raison de leur identité, de leur origine sociale et de leur handicap physique ou psychologique, conditions qui, si l'on en croit le rapport annuel de l'UNESCO sur l'éducation dans le monde, déterminent les opportunités d'éducation.

Dans 25% des pays, la législation définit des lieux d'enseignement séparés pour les personnes en situation de handicap. Ce chiffre passe à 40% en Asie et en Amérique latine. Dans les pays de l'OCDE, plus de deux tiers des élèves immigrés étudient dans des écoles où au moins la moitié des effectifs provient d'autres pays.

Exclusion et cohésion sociale

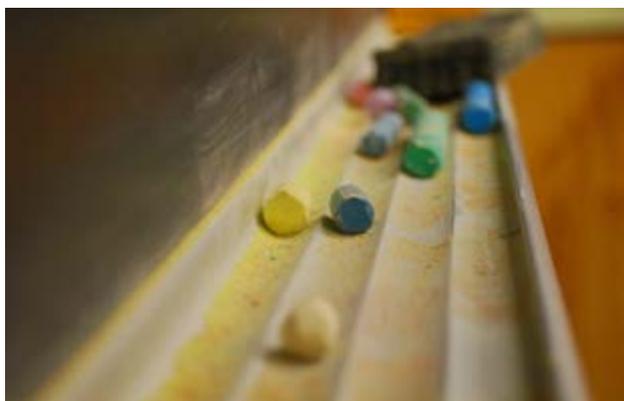
La crise actuelle a relancé le débat sur l'**éducation en tant que mécanisme indispensable à la mobilité sociale entre les générations** et à la réduction des inégalités. L'éducation est un droit dont l'exercice permet aux personnes de développer leurs aptitudes et leurs compétences, et qui contribue à réduire les disparités socio-économiques. En même temps, l'éducation rend possible la transmission de valeurs, le développement d'un sentiment d'appartenance et la promotion d'une citoyenneté active.

Plusieurs experts en matière de pauvreté, d'égalité et d'éducation ont constaté que les conditions d'enseignement durant la pandémie ont encore consolidé les barrières socio-économiques, de genre, géographiques, linguistiques ou autres, que de nombreux groupes éprouvaient déjà de la difficulté à surmonter.

Si des mesures plus efficaces ne sont pas prises, le nombre d'enfants exclus de l'éducation va augmenter, en raison de l'évolution de leur situation personnelle et familiale et parce que les modèles éducatifs ne sont pas

adaptés à leurs besoins. Il en résultera une aggravation des inégalités d'accès à l'apprentissage et de qualité de l'enseignement déjà existantes avant la pandémie.

À long terme, la crise actuelle de l'éducation, l'échec et l'abandon scolaires peuvent se traduire par une **augmentation des inégalités socio-économiques, une diminution de la cohésion sociale et l'affaiblissement des démocraties**. Le processus de réalisation des objectifs de développement durable auxquels les pays aspirent risque à son tour d'être prolongé.



Une parenthèse dans la protection de l'enfance



Le risque d'une exposition accrue à la violence et aux violations des droits de l'enfance survient à **un moment où les systèmes de protection des victimes sont affaiblis.**

Une enquête de l'UNICEF réalisée durant la pandémie a révélé que plus de 100 pays qui réunissent une population de 1,8 milliard d'enfants ont connu des interruptions de leurs services sociaux ou ont dû procéder à des ajustements à la suite de la pandémie, notamment en matière de gestion des cas de violence et de services de soins à domicile. Environ 70% de ces pays ont déclaré avoir pris des mesures pour réduire les risques et atténuer les effets de la situation. Toutefois, la baisse prévue des recettes fiscales fait craindre une nouvelle insuffisance dans le financement des services de prise en charge de l'enfance.

Les budgets que les Gouvernements destinent aux départements de protection de l'enfance, «déjà maigres au départ, sont en train d'être épuisés ou réorientés. En effet, une partie des fonds alloués aux services de protection de l'enfance a été affectée à la réponse humanitaire liée à la COVID-19», déclare Meg Gardinier, secrétaire générale de ChildFund Alliance, un réseau mondial d'organisations de développement dont Educo est membre.

D'autre part, les enseignants et les élèves eux-mêmes peuvent jouer un rôle important dans la détection et le signalement des cas de maltraitance à l'égard des enfants et des adolescents. Cependant, **avec l'instauration de l'enseignement à distance et semi-présentiel, un espace de protection a été perdu et le soutien social et émotionnel** que les victimes et les élèves en situation de risque trouvent auprès des écoles **a diminué.**

Un remède d'urgence pour sauver l'éducation

La pandémie a donné lieu à une variété de réponses gouvernementales dans le domaine de l'éducation. En Amérique latine, par exemple, certains pays ont maintenu inchangée l'année scolaire dans l'enseignement public (Nicaragua), d'autres l'ont suspendue sans proposer d'alternatives (Bolivie) et, à mi-chemin, se trouvent les pays qui, avec plus ou moins de créativité et parfois avec la collaboration du secteur privé, ont adopté une ou plusieurs stratégies visant à maintenir des cours à distance (90% des États). Certains d'entre eux, comme l'Équateur, ont procédé à des ajustements normatifs afin de reconnaître une modalité d'apprentissage déjà pratiquée aux États-Unis : l'enseignement à domicile.

Les solutions adoptées dans chaque pays «ont dépendu dans une large mesure de la **volonté politique** des personnes en charge du système éducatif, selon que la priorité était accordée aux enfants ou à la question sanitaire et épidémiologique», explique le coordinateur de Tejiendo Redes, Juan Martín Pérez.

Ces mesures ont impliqué le passage d'un modèle d'enseignement en présentiel à des modèles d'enseignement à distance – au moyen de matériel imprimé et d'un ou de plusieurs canaux de communication – auxquels **personne n'était préparé : ni les enseignants, ni les élèves, ni les parents.**

C'est la télévision qui a constitué la solution privilégiée. 3 gouvernements sur 4 y ont eu recours (sur un total de 127 pays), principalement en Europe, en

Asie centrale et en Asie du Sud. La télévision est utilisée comme support éducatif depuis les années 1950 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

La deuxième alternative consistait à **utiliser les plateformes numériques** qui offrent davantage de possibilités relationnelles. **Elles ont été adoptées dans 42% des pays pour l'éducation préscolaire, 74% pour l'enseignement primaire et 77% pour l'enseignement secondaire.**

Enfin, **de nombreux pays à faible revenu ont mobilisé la radio** (80% des pays à faible revenu). «Au Burkina Faso, par exemple, 3 élèves du primaire sur 4 ont accès à ce média, tandis que les téléphones portables et les données numériques, lorsqu'ils sont disponibles, supposent un coût prohibitif», explique Sény Ouedraogo, responsable de la Qualité de l'Éducation et de la Formation au Ministère de l'Éducation du Burkina Faso.

Toutefois, **le fait que la famille dispose d'une radio, d'une télévision, d'un ordinateur et d'une connexion internet ne signifie pas que l'élève suivra les cours ou que l'apprentissage sera de qualité.** L'enseignement à distance requiert de la part de l'ensemble des acteurs un intérêt et un engagement accrus qui ne sont pas toujours garantis. Il faut aussi que chaque enfant ait son appareil à portée de main, ce qui peut s'avérer **impossible si les parents travaillent à la maison ou si le dispositif en question doit être partagé entre des frères et sœurs.**

Educo : les méthodes de travail peuvent changer, mais pas les priorités

L'urgence sanitaire a obligé toutes les organisations non gouvernementales (ONG) à réviser leurs plans d'action et à les adapter à la nouvelle réalité caractérisée par des restrictions de déplacement, une distanciation sociale, du télétravail et des limitations d'accès à l'enseignement à distance.

La pandémie «a influé de manière drastique» sur le travail d'Educo dans tous les pays. L'organisation a dû «repenser l'ensemble de son travail à l'interne et la manière dont elle implémente ses projets. Elle a finalement opté pour un système de travail depuis le domicile plus ou moins facile à mettre en œuvre selon le contexte», explique Rosaria Arbore, directrice du Développement des Programmes d'Educo. Elle souligne par ailleurs que la COVID-19 «a accentué les problèmes de violation des droits déjà existants».

Educo a réorienté certains projets pour répondre aux besoins immédiats résultant de l'impact de la pandémie. À cette fin, l'organisation a mené des interventions de soutien aux enfants les plus vulnérables qui ne faisaient pas partie de son travail habituel, comme par exemple, la distribution de kits alimentaires ou de produits d'hygiène aux familles. Dans sa planification pour 2021, Educo a prévu de mettre en place des stratégies plus flexibles pour adapter rapidement ses projets en cas de nécessité.

Si les méthodes de travail ont changé, les priorités restent les mêmes : assurer le bien-être des enfants, la transformation sociale et une éducation inclusive et de qualité. Afin que tous les enfants et adolescents bénéficient de l'égalité des chances aujourd'hui et à l'avenir, **les défis en matière d'éducation sont les suivants : maintenir les écoles ouvertes en prenant les mesures de biosécurité qui s'imposent, réduire l'échec et l'abandon scolaires, garantir la qualité de l'apprentissage, apporter un soutien socio-émotionnel aux enfants dans l'environnement éducatif et combler le fossé des inégalités dans l'éducation.**



Actions d'Educo liées à la COVID-19 en 2020



12 pays

923 474 enfants

282 066 adultes

Total : 1 205 540
bénéficiaires



840 358 personnes
sensibilisées

3 968 campagnes
virtuelles de
sensibilisation sur la
radio, la télévision et les
réseaux sociaux

38 185 matériaux de
diffusion pour les enfants
distribués



27 453 enfants ont reçu du
matériel d'apprentissage

27 034 ont eu accès à des
services d'enseignement
en ligne

8 000 postes de radio
livrés au Burkina Faso



30 projets (10 financés
par des donateurs)

Suivi continu



Revenu 16.748.493 €

Principaux donateurs :
Educo, ECW, CF Korea,
PMA, DEVCO, UNICEF,
Coopération suisse,
Pepsico



65 111 kits d'hygiène
distribués aux familles

1 137 distributeurs de
savon pour les mains
installés dans les écoles

87 kits de désinfection
et d'hygiène livrés à des
centres de santé



1 514 kits ludiques pour
les enfants

36 jeux à travers la radio
dans des régions du
Burkina Faso



37 515 kits alimentaires
distribués

26 458 familles
soutenues avec des
transferts monétaires
d'urgence

1251 fournitures pour
récupérer des moyens de
subsistance (semences,
outils, etc.)



Systematisation
et diffusion de
faits probants et
d'apprentissages

Distribution interne

Partenaires, ChildFund



3 973 enfants ont reçu un
soutien psychologique

27 506 soignants ont reçu
des informations sur la
protection et la prise en
charge de l'enfance

L'enseignement à distance : une course d'obstacles

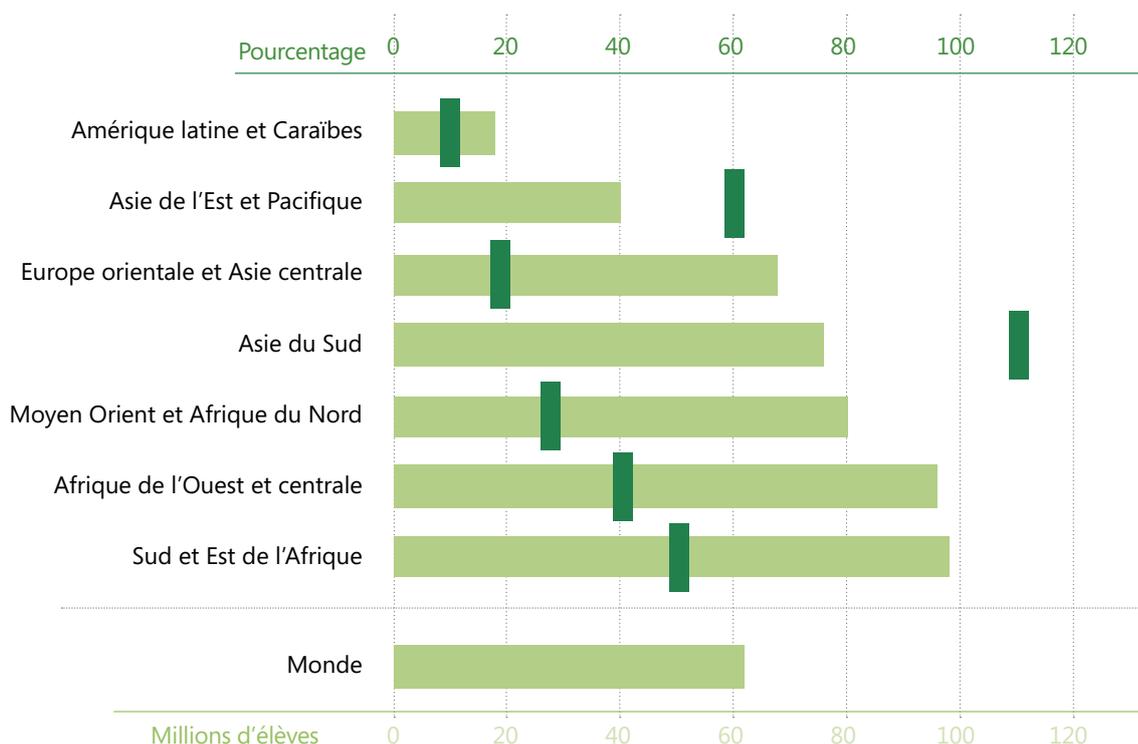
L'éducation s'est heurtée à de multiples défis, tels que le **déficit d'accès aux infrastructures de base et le manque d'outils technologiques, curriculaires, pédagogiques et relationnels** nécessaires à son fonctionnement et à sa continuité.

L'enseignement à distance a constitué une course d'obstacles insurmontable pour des millions d'enfants, en particulier pour ceux qui, en raison de leur origine socio-économique, de leur situation géographique ou d'autres facteurs, ont été **exclus des solutions éducatives qui ont vu le jour pendant la pandémie**. Il s'agit notamment d'élèves qui font l'expérience de situations familiales conflictuelles ou qui vivent dans des zones urbaines marginalisées, des zones rurales et des

communautés isolées connaissant de graves pénuries de services de base, notamment d'électricité.

L'UNICEF estime qu'à l'échelle mondiale, au moins 31% des enfants et des adolescents (463 millions) n'ont pas pu recevoir un enseignement à distance parce qu'ils ne disposaient pas des biens nécessaires à la maison ou parce qu'ils **ne bénéficiaient pas des politiques publiques visant à répondre à leurs besoins éducatifs**. Si l'on ajoute les enfants et les adolescents non scolarisés, 75% des exclus vivent dans les zones les plus pauvres et la grande majorité d'entre eux se trouve dans les zones rurales. En Espagne, en 2020, près de 700 000 étudiants ne disposaient pas d'un ordinateur et 9,2% des ménages

Enfants sans accès à l'enseignement à distance



Source : données de l'UNICEF

à faible revenu et avec des enfants à charge n'avaient pas accès à internet.

En conséquence, bon nombre des problèmes et des inégalités qui perdurent depuis des décennies dans le secteur de l'éducation se sont accentuées. Et pas seulement en termes d'accès à la technologie, bien que cela ait représenté un obstacle pour les personnes les plus défavorisées là où cette solution a été adoptée, mais aussi en raison de la motivation des étudiants, de la qualité de l'enseignement qu'ils reçoivent et de l'inégalité des chances.

L'efficacité de l'enseignement à distance est une question qui doit être soulevée. Les experts du secteur rappellent en effet que même s'il est bon que les enfants et les adolescents connaissent et utilisent les technologies numériques, **l'éducation en ligne par le biais des**

plateformes numériques ne peut en aucun cas remplacer l'éducation en présentiel. «Il ne s'agit pas seulement d'un problème technique. Même à supposer que les enseignants soient extrêmement bien formés et habilités à la manipulation de l'ensemble des outils possibles, l'enseignement virtuel ne saurait se substituer à l'enseignement en présentiel, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, dans nos pays, l'environnement éducatif et scolaire est lié à l'exercice d'autres droits, comme par exemple, le droit à l'alimentation ou à une nutrition saine. Ensuite, il est très difficile d'établir dans l'espace virtuel les mêmes liens socio-émotionnels et les mêmes processus de socialisation, et encore moins d'instaurer un apprentissage basé sur l'affection, les relations de confiance et de non-violence», explique Nelsy Lizarazo, coordinatrice générale de la Campagne latino-américaine pour le Droit à l'Éducation (CLADE).



463 millions d'élèves
exclus de l'enseignement à distance, dont la moitié dans l'éducation primaire

3 étudiants exclus sur 4 vivent dans des zones rurales ou dans des foyers en situation de pauvreté

La radio est le canal le plus utilisé dans les pays à faible revenu

La télévision, même s'il n'est pas le canal le plus approprié, a le potentiel de toucher le plus grand nombre d'étudiants

Les médias numériques sont les plus utilisés dans les pays à revenu élevé

Étudier à distance sans télévision et sans connexion rapide



Au Guatemala, les cours en présentiel ont été suspendus pendant près d'un an. Juanita, qui étudie au lycée de Chichicastenango, poursuit sa scolarité à distance depuis mars 2020, non sans difficultés.

«Lorsque le premier cas de coronavirus a été signalé au Guatemala, je me suis sentie très mal. Depuis lors, les choses ne sont plus les mêmes dans ma famille et pour mes études. Mon père, qui travaille comme chauffeur de transport extra-urbain, n'a pas pu aller travailler en raison des dispositions prises par le Gouvernement. Jusqu'à présent, il lui a été difficile de subvenir aux besoins du foyer», explique la jeune fille.

Juanita fait les devoirs que ses professeurs lui envoient par courrier électronique et les remet par le même biais. En plus de rencontrer des problèmes d'échange de dossiers, elle regrette de ne pas avoir la possibilité de clarifier ses

doutes lorsqu'elle ne comprend pas quelque chose, ce qui lui procure un sentiment d'insécurité. De plus, elle ne sait jamais si ses réponses sont correctes ou non. Elle trouve cela particulièrement difficile avec le cours de comptabilité.

«La recherche d'informations sur internet nous pose également des problèmes. Il nous faut nous rendre en ville pour charger des données, car dans le village où j'habite nous n'avons plus de recharges téléphoniques, aussi bien pour les appels que pour la navigation sur internet. Heureusement, au début de la période de quarantaine, mon père et moi avons décidé d'acheter du matériel pour m'aider à faire mes devoirs. C'était une bonne décision, parce que les librairies sont maintenant fermées», affirme-t-elle.

Juanita étudie grâce à une Bourse pour Elles que lui a accordée Educo Guatemala, par le biais de l'association Verde y Azul. «La bourse a été une bénédiction pour moi», ajoute la jeune fille. «Sans ce soutien, je ne serais peut-être pas inscrite au lycée, car les frais de scolarités impliquent un coût très élevé pour mes parents, surtout en ce moment,» et c'est ce qui la motive.

Ses jeunes frères et sœurs fréquentent l'école primaire grâce au programme #AprendoEnCasa du Ministère de l'Éducation. Comme il s'agit de cours diffusés sur une chaîne de télévision, ils doivent se rendre chez une de leurs tantes, car à l'instar de nombreux enfants du village, ils n'ont pas de poste de télévision chez eux.

Fracture numérique

Au cours de la dernière décennie, des pas de géant ont été accomplis dans le monde entier quant à l'adoption de nouvelles technologies et l'expansion de la connectivité. La numérisation permet des avancées qui jusqu'à présent n'étaient pas imaginables, même dans les pays les moins avancés, comme la livraison

de médicaments ou de nourriture au moyen de drones dans des zones isolées de Sierra Leone et du Rwanda. **Malgré ces progrès considérables, d'énormes lacunes demeurent dans le secteur de l'éducation, qui ont été mises en lumière au cours de la pandémie.**

Sans connexion à internet au domicile

2,2 milliards

d'enfants et de jeunes personnes de moins de 25 ans

1,3 milliards

ont entre de 3 et 17 ans

Plus d'un milliard d'enfants

et d'adolescents âgés de 3 à 17 ans qui n'ont pas d'accès à internet vivent en

Afrique et en Asie

2 enfants sur 3

ont entre de 3 et 17 ans

Écarts d'accès à internet (moins de 25 ans)

6%

dans les pays à faible revenu

25%

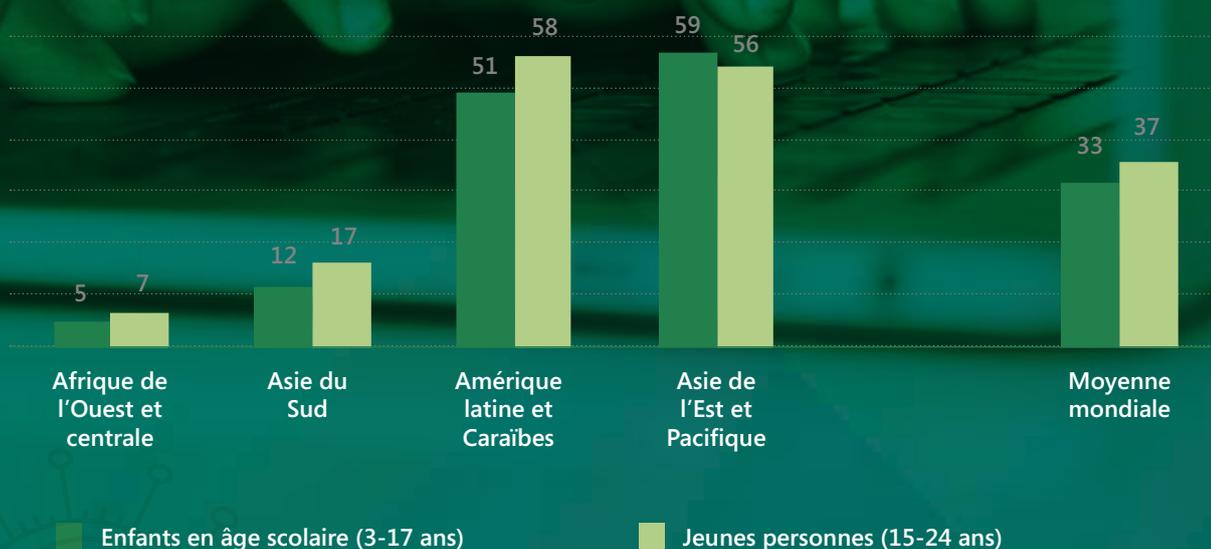
dans les zones rurales

87%

dans les pays à revenu élevé

41%

dans les zones urbaines



Source : données de l'UNICEF et de l'OIT (2020)

Une étude de l'Institut de statistique de l'UNESCO et de la Teacher Task Force a montré à cet égard que 826 millions d'élèves touchés par la crise n'ont pas d'ordinateur chez eux et que 56 millions vivent dans des zones qui ne sont pas desservies par les réseaux mobiles. En moyenne, seuls 33% des enfants âgés de 3 à 17 ans ont accès à internet à la maison.

Des inégalités flagrantes existent entre les pays, à l'intérieur des pays et au sein des ménages, en fonction du niveau de développement économique et des revenus. Le cas le plus préoccupant est celui de l'Afrique, où à peine 5% des enfants et des adolescents âgés de 3 à 17 ans disposent d'une connexion à domicile. L'écart entre les ménages «riches» et «pauvres» est également présent. Il est plus important dans les pays à revenu moyen supérieur que dans les pays à revenu inférieur (dans les premiers, l'écart est de près de 60 points de pourcentage).

Les gouvernements doivent «investir dans le développement de leurs propres outils technologiques, (car) nous ne pouvons pas toujours être dépendants de ce que proposent les entreprises qui ont soutenu une grande partie de l'éducation pendant toute cette période», déclare la sociologue et chercheuse Judith Jacovkis. À long terme, il est essentiel de veiller à ce que toutes les écoles soient équivalentes en termes de qualité. Dans le cas de l'Espagne, par exemple, «cela ne signifie pas qu'elles doivent proposer le même projet pédagogique, mais que l'ensemble des élèves reçoivent un enseignement de même qualité. Pour ce faire, des investissements sont nécessaires, mais aussi une redistribution des élèves, une lutte déterminée contre la ségrégation scolaire et une modification en profondeur des programmes de l'enseignement secondaire obligatoire et du baccalauréat. Nous savons en effet qu'une grande partie du désengagement provient d'un manque d'intérêt et de reconnaissance des contenus», ajoute-t-elle.

Modèle inadapté et formation insuffisante

Les mesures prises dans le secteur de l'éducation en 2020 ont obligé quelque **63 millions de professeurs du primaire et du secondaire à changer leur façon d'enseigner du jour au lendemain**. À la suite de la fermeture des écoles, plusieurs pays ont activé des plateformes avec du contenu, des activités, des plans de cours et des ressources multimédias destinées aux enseignants. Des orientations pédagogiques ont été fournies à certains d'entre eux pour assurer la transition vers un enseignement basé sur les outils numériques. Mais la pandémie a pris par surprise un secteur dépourvu de plans de contingence pour faire face à des situations telles que celle provoquée par la COVID-19 et **l'improvisation s'est imposée**.

L'un des obstacles à la mise en œuvre de l'éducation à distance a été la **quasi-absence de contenus didactiques adaptés** à ce modèle d'enseignement. De plus, la formation du corps enseignant à l'utilisation des méthodologies et à leur interaction avec les étudiants est essentielle pour obtenir des résultats positifs. Pourtant, **de nombreux enseignants admettent ne pas disposer**

des connaissances nécessaires pour le passage des cours en présentiel aux cours virtuels.

L'Internationale de l'Éducation, une fédération mondiale qui réunit des organisations d'enseignants dans 172 pays, a mené en mars et en avril une enquête auprès de ses membres. Deux tiers d'entre eux ont affirmé qu'ils continuaient à enseigner par voie numérique, la moitié ont déclaré qu'ils n'avaient pas été consultés sur ce changement et seulement un tiers ont reçu un soutien pour accéder aux ressources appropriées à l'enseignement en ligne.

De nouveaux défis pour les professeurs sont venus s'ajouter à une situation déjà précaire. Non seulement les enseignants ne sont pas assez nombreux au niveau mondial, mais la formation qu'ils reçoivent n'est bien souvent pas suffisante, selon la Teachers Task Force, une alliance mondiale entre gouvernements, organisations gouvernementales et non gouvernementales et secteur privé, axée sur l'enseignement. L'UNESCO a estimé en 2016 qu'en plus du recrutement de 48,6 millions d'enseignants en remplacement de ceux

qui quitteront les rangs de la population active, il faudra engager 3,4 millions de professionnels supplémentaires dans l'enseignement primaire et 16,7 millions dans l'enseignement secondaire pour parvenir à une éducation universelle de qualité à ces niveaux.

Les experts en éducation, tout en saluant le dévouement et les efforts déployés par une majorité d'enseignants pour assurer la continuité éducative pendant la pandémie, signalent néanmoins qu'il existe un fossé générationnel très marqué parmi les professeurs dans le domaine de la technologie. Mikel Egibar, expert en Éducation d'Educo, déclare à ce sujet : «Les enseignants sont responsables de l'éducation, mais ils ne sont pas les seuls. Garantir le droit à l'éducation relève aussi de la responsabilité

des **Gouvernements**. Ces derniers **doivent former, accompagner et fournir au personnel enseignant les ressources nécessaires** à l'accomplissement de leur travail en toutes circonstances. Dans le cas contraire, l'exercice de ce droit est mis en danger, notamment pour les enfants en situation de vulnérabilité».

Des chercheurs et des chercheuses comme Lucía Martínez Virto, de l'Université publique de Navarre, soulignent également la nécessité de renforcer les connaissances que le personnel enseignant a sur les élèves, afin de **faire face aux situations socio-économiques et émotionnelles, telles que la pauvreté ou la violence familiale**, qui placent les enfants et les adolescents dans des situations de vulnérabilité et de risque d'échec et d'abandon scolaire.

Les limites de l'environnement familial

Même lorsque les enfants et les adolescents disposent de matériel, ils rencontrent des obstacles qui les empêchent de suivre un enseignement à distance. Parmi ces obstacles figurent l'obligation de travailler ou de s'occuper des tâches domestiques pour subvenir aux besoins de leur famille, l'absence d'un espace dédié à l'étude et **l'incapacité de l'entourage domestique à les soutenir**.

La pandémie a mis en lumière une réalité dont les personnes qui travaillent dans le secteur étaient déjà conscientes, mais qui passait inaperçue auprès du reste de la population. «Les familles ont été obligées d'accompagner l'apprentissage, d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs, d'expliquer des contenus, et aujourd'hui, elles valorisent plus que jamais le rôle des enseignants», explique la coordinatrice générale de CLADE.

L'engagement des parents en faveur de l'éducation de leurs enfants est fondamental en toute circonstance, mais davantage encore dans l'enseignement à distance. Cependant, de nombreux parents sont absents la plupart du temps, souvent parce qu'ils doivent **assurer en priorité les revenus nécessaires à la subsistance de la famille, ou parce qu'ils n'ont pas un niveau d'éducation ou de connaissance technologique suffisant pour apprendre**



à leurs enfants comment utiliser les plateformes éducatives, pour les aider à s'adapter au nouveau modèle et à comprendre les contenus didactiques.

D'autre part, l'insécurité économique au foyer et la **violence familiale** ont laissé dans une **situation d'incertitude ou d'impuissance** certains enfants qui durant des mois **ont perdu l'espace de protection et de sécurité** qu'offre l'école dans des circonstances normales.

Des réalités diverses

Espagne

La pandémie de COVID-19 est survenue à la suite d'une décennie au cours de laquelle les taux d'abandon scolaire précoce en Espagne ont montré une tendance à la baisse, légère mais régulière. Cependant, il est à craindre que la fermeture prolongée des écoles et la fragilité qui caractérise l'année scolaire 2020-2021 exercent un impact négatif **sur l'apprentissage et les inégalités qui existaient déjà dans l'éducation.**

La crise de l'éducation est apparue dans un contexte de récession économique et de perte de revenus des familles. **Avant la pandémie, un enfant sur trois** (environ 2,5 millions d'enfants et d'adolescents) **se trouvait en situation de pauvreté et d'exclusion sociale**; 4,5% de la population âgée de moins de 16 ans ne pouvait bénéficier d'un repas riche en protéines qu'un jour sur deux, selon la dernière Enquête sur les Conditions de Vie. Ces indicateurs dénotent une aggravation par rapport à l'enquête précédente, et les effets économiques de la **COVID-19 pourraient bien entraîner de nouvelles augmentations.**

Échec et abandon scolaire précoce

Plus de 30% des enfants et des jeunes espagnols vivent dans la pauvreté.

4,5% ne bénéficient pas d'une alimentation adéquate.

Un enfant sur quatre a été victime de maltraitance.

En Espagne, il est important de faire la distinction entre l'échec scolaire et l'abandon scolaire. Le premier phénomène peut commencer dès l'école primaire et s'intensifie généralement dans l'enseignement secondaire.

Les Organisations axées sur les droits de l'enfance ont exprimé leur inquiétude quant à la détérioration d'autres indicateurs, tels que ceux relatifs à la violence familiale. La Macro-enquête sur la Violence faite aux Femmes de 2020 a montré que 1,68 million d'enfants vivent dans des foyers où la mère subit une forme de violence (physique, sexuelle, émotionnelle ou économique) de la part de son partenaire et ont été témoins des agressions dans près de neuf cas sur dix. Durant l'état d'urgence, les demandes d'assistance aux services de lutte contre la violence domestique ont augmenté de 62%. D'autre part, 10,7% des enfants âgés de 11 à 18 ans ont été victimes de maltraitance physique de la part d'élèves de leur collège ou de leur lycée au cours de l'année écoulée.

La situation économique et professionnelle de la famille, ainsi que **l'existence de violences domestiques, ont un impact sur l'état émotionnel, la capacité d'étude et la performance scolaire** des enfants et des adolescents.

Il se caractérise par le fait que les élèves quittent leurs études sans avoir obtenu le diplôme obligatoire. Le second correspond à la décision de ne pas poursuivre de formation au-delà de l'Éducation Secondaire Obligatoire (ESO), bien que celle-ci ait été achevée avec succès. L'abandon scolaire inclut les adolescents qui ont subi un processus de désengagement ou qui ont redoublé avant de terminer le cycle. L'abandon scolaire peut être la conséquence de résultats scolaires insuffisants, d'un désengagement progressif de l'école ou d'une décision consciente que l'investissement (en temps, en argent ou en efforts) ne compense pas les bénéfices.

Adaptation à la nouvelle réalité du côté du personnel enseignant

En pleine pandémie en Espagne, l'école Vilafranca Manyanet, située en Catalogne, a dû s'adapter à la nouvelle réalité de l'enseignement pour l'année scolaire 2020-2021. «Après de nombreuses heures de travail, de la coordination et beaucoup de volonté, nous avons pu ouvrir notre établissement de la manière la plus sûre possible. L'ensemble du personnel du centre, mais surtout le corps enseignant, ont suivi des sessions de formation et participé à de multiples réunions pour établir les protocoles», explique Fina Loscos, la directrice de l'école.

«**Nous appliquons toutes les mesures de sécurité. Nous veillons à ce que les élèves entrent séparément, nous prenons leur température et insistons sur le lavage des mains**, entre autres. Nous devons reconnaître qu'ils ont énormément collaboré et qu'ils ont assumé ces mesures avec une totale normalité. Nous les avons sensibilisés à tous les niveaux car nous accordons une grande importance à cet aspect», déclare par ailleurs Fina Loscos.

«**Le deuxième défi que nous avons dû relever cette année, aussi important que celui de la sécurité, a consisté à maintenir la qualité de l'éducation.** Et nous y sommes parvenus. Le personnel enseignant a déployé à cet égard des efforts considérables. Pas à pas, nous avons institué des habitudes et une routine destinées à conserver des activités éducatives ordinaires. Pour l'instant, nous pouvons affirmer que nous travaillons comme nous l'aurions fait au cours d'une année scolaire normale».

L'une des principales préoccupations de l'école concerne les élèves en situation de vulnérabilité, «et tout particulièrement les familles qui ont perdu leur emploi, qui ont des difficultés à accéder aux aides publiques, etc. À l'inquiétude liée à la maladie s'ajoute celle ne pas savoir comment couvrir les besoins de base, et cela génère de l'anxiété, de la peur et de l'incertitude pour les enfants et les adolescents qui étudient ici et vivent cette réalité», souligne Fina Loscos. «C'est pourquoi, en tant qu'enseignants, nous avons travaillé en premier lieu sur les émotions des élèves. Nous voulions comprendre ce qu'ils ressentent, identifier leurs peurs et les aider à gérer leur insécurité», ajoute-t-elle.

L'école Vilafranca Manyanet est l'une des écoles qui bénéficient du projet des Bourses cantine d'Educo en Espagne. Selon la directrice, **ces bourses permettent non seulement de garantir une alimentation correcte pour les enfants, mais aussi de favoriser la stabilité**



émotionnelle des élèves qui sans cela se trouveraient dans une situation difficile à la maison durant les heures de la cantine.

Au cours de cette année scolaire, les nouvelles technologies ont acquis une importance particulière en raison de la COVID-19. À l'école, elles ont permis d'établir un contact avec les enfants qui ont dû rester chez eux parce qu'ils ont été testés positifs ou parce qu'ils ont dû observer une quarantaine. «Les nouvelles technologies ont facilité l'établissement d'un contact personnel avec les tuteurs et les professeurs, ainsi que le maintien des activités d'enseignement à un niveau plus qu'acceptable. Nous sommes parvenus à donner aux élèves le sentiment d'une certaine normalité qui a contribué à leur stabilité émotionnelle», explique Fina Loscos.

Même si des résultats positifs ont été obtenus, on **s'est inquiété du fait que certaines familles en situation de vulnérabilité ne disposaient pas des moyens technologiques appropriés** pour suivre les cours depuis leur domicile. «Les institutions publiques se sont engagées à fournir à ces familles du matériel technologique, mais les aides publiques ont été très limitées, tant dans les écoles subventionnées que dans des établissements comme le nôtre, ce qui signifie une discrimination à l'égard de ces familles. Des connexions internet ont certes été fournies aux élèves qui n'en avaient pas, mais aucun ordinateur n'a été distribué. Certaines familles ne disposaient que d'un téléphone portable. Notre école a couvert ce besoin et leur a procuré des ordinateurs pour que les cours puissent être suivis. L'expérience du confinement nous a permis d'agir rapidement et efficacement dans chaque cas».

L'absentéisme et le redoublement sont des situations communes à l'échec scolaire et à l'abandon précoce. L'absentéisme conduit souvent à l'échec et, inversement, l'échec induit l'absentéisme et l'abandon. Les données de PISA montrent que le pourcentage d'élèves espagnols ayant redoublé au moins une fois à l'âge de 15 ans est passé de 34% en 2012 à 28,7%. Mais ce chiffre représente encore plus du double de la moyenne de l'OCDE, qui est de 11,4%.

Le professeur de sociologie Mariano Fernández Enguita explique que **une partie du taux d'abandon précoce en Espagne est due au facteur d'exclusion que représente l'échec scolaire** ; l'autre partie s'explique par l'attraction du marché du travail, bien qu'il semble peu probable que cette attraction continue d'être active dans le contexte de crise économique actuelle, et compte tenu du fait que les secteurs du tourisme et de la construction sont ceux qui attirent le plus les jeunes personnes qui abandonnent leurs études. Mariano Fernández Enguita prévient également qu'il est encore trop tôt pour déterminer avec précision quel sera l'impact de la pandémie sur des phénomènes tels que la désaffection, le redoublement, l'échec ou l'abandon scolaire, mais que les effets ne seront pas homogènes, même au sein d'une même école.

Selon lui, ce que la pandémie a montré, au-delà de ses effets potentiels, c'est que «l'école est attachée à un modèle centré sur la classe», un modèle rigide et ancré dans le passé, qui considère à tort les élèves comme un groupe homogène, avec des enseignants très peu préparés à travailler dans un écosystème numérique.

Selon l'Enquête Emploi, le pourcentage de personnes âgées de 18 à 24 ans qui n'ont pas terminé le second cycle de l'enseignement secondaire (formation professionnelle intermédiaire, de base ou baccalauréat) et n'ont suivi aucune autre formation a diminué et se situe autour

L'Espagne, un pays de fractures et d'inégalités

Les écarts en matière d'éducation en Espagne ne sont pas seulement territoriaux. Les recherches sociologiques ont révélé le poids que l'origine socio-économique des élèves exerce sur leur performance scolaire. Un élève du



de 16% en 2020. Cela signifie que 530 000 adolescents (343 000 garçons et 186 500 filles) ont abandonné leurs études. La diminution au cours de la dernière décennie a été plus importante chez les garçons que chez les filles, mais il faut garder à l'esprit que les taux d'abandon des garçons étaient plus élevés au départ.

Malgré cette amélioration, **le taux reste l'un des plus élevés de l'Union européenne**. Il existe par ailleurs des différences significatives entre les territoires. En effet, alors qu'il est inférieur à 7% au Pays basque et à 10% dans les Asturies, en Cantabrie et à Madrid, le taux d'abandon dépasse 20% à Ceuta, Melilla, en Andalousie et aux Baléares.

secondaire sur deux dont la famille est issue d'un milieu socio-économique «bas» a redoublé une année scolaire, alors que cela ne se produit que dans un cas sur neuf lorsque l'origine socio-économique est «élevée». Le niveau

d'éducation des parents joue également un rôle. Le taux d'abandon est 10 fois plus élevé chez les adolescents dont la mère a terminé au plus l'enseignement primaire (41,8%) que chez ceux dont la mère a fait des études supérieures (4%).

Avec l'enseignement à distance, le fossé numérique qui existait déjà avant la pandémie s'est creusé.

L'apprentissage des enfants et des adolescents dépend désormais de la disponibilité des appareils électroniques et de leur connectivité, des possibilités d'utilisation des contenus en ligne en termes de temps et de qualité, et de la préparation des centres éducatifs et des enseignants à la transition vers cette nouvelle modalité d'enseignement.

À ces écarts d'accès, d'utilisation et de préparation s'ajoute celui de la capacité de soutien éducatif des parents. En effet, ces derniers sont souvent absents ou ont un niveau d'éducation peu élevé qui ne leur permet pas d'accompagner les enfants dans leurs devoirs scolaires.

Selon une étude de la Fondation COTEC, 91% des élèves disposent d'un ordinateur chez eux, 98% ont une connexion internet et 93% un espace de tranquillité aménagé pour étudier. Toutefois, cela ne signifie pas que l'enfant dispose en permanence de l'appareil (il le partage souvent avec d'autres membres de la famille) ou d'une connexion suffisante et fiable, dont le coût est abordable pour l'économie familiale (la capacité de télécharger ou de visualiser des contenus peut être limitée par les plans de connexion souscrits par les familles en fonction de leur coût).

L'étude a également montré que **les écarts** dépendent assez peu du contexte géographique et **se manifestent surtout au niveau du statut socio-économique.** Le nombre d'ordinateurs disponibles dans les foyers augmente en effet en fonction du revenu familial : 66% des élèves issus de milieux socio-économiques «élevés» ont au moins trois ordinateurs chez eux, tandis que ceux des milieux socio-économiques «bas» n'ont généralement qu'un seul ordinateur (45%) ou n'en ont aucun (15%). Le niveau socio-économique détermine également le temps passé en ligne.

S'agissant de la capacité des collèges et des lycées à enseigner au moyen de plateformes numériques, le

rapport PISA 2020 indique que **la disponibilité des logiciels appropriés est insuffisante dans près de la moitié des centres éducatifs espagnols.** De plus, presque la **moitié du personnel enseignant ne dispose pas des compétences techniques et pédagogiques nécessaires à l'incorporation de formations dispensées à l'aide de dispositifs numériques.**

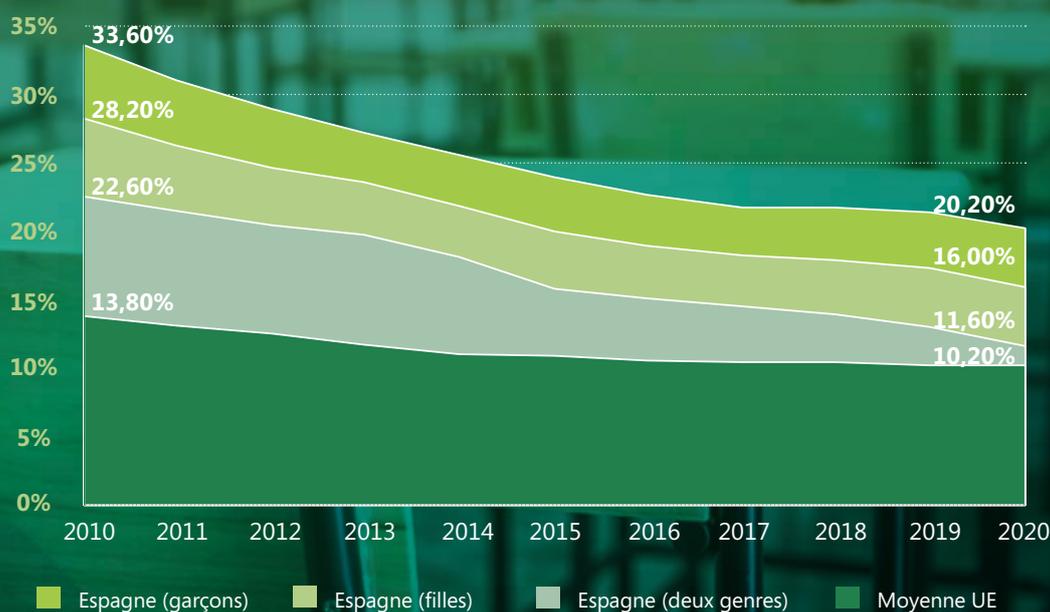
L'analyse de la Fondation COTEC a par ailleurs indiqué que des différences importantes sur ces aspects existent entre les territoires.

La forte ségrégation scolaire constitue un problème supplémentaire. Peu de temps avant le premier cas déclaré de COVID-19 en Espagne, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Philip Alston, avait mis en garde contre «de réels problèmes liés au coût et à la qualité de l'éducation, ainsi qu'à la ségrégation basée sur le statut socio-économique et ethnique» dans le pays. «44% des élèves et 72% des enfants et des adolescents en situation de vulnérabilité, et ceci est un pourcentage alarmant, étudient dans des écoles où règne une ségrégation de fait, avec une forte concentration d'élèves issus de milieux socio-économiques défavorisés, de gitans et d'immigrants», affirmait-il.

Lucía Martínez Virto, docteur en Travail social et spécialiste du Genre, souligne qu'il existe des données qui mettent en évidence la transmission générationnelle de la pauvreté : 8 enfants sur 10 dont les parents n'ont pas été plus loin que l'école primaire ne la terminent pas non plus. Un ratio similaire reproduit à l'âge adulte les problèmes économiques vécus dans l'enfance.

«Pour réduire les inégalités, nous devons travailler à l'aide d'une approche inclusive et équitable qui reconnaît la diversité qui existe au sein de la classe», car «l'égalité de traitement ne réduit pas les inégalités», ajoute Lucía Marínez Virto. Selon elle, **il est nécessaire de connaître et de prendre en compte les situations particulières des élèves**, en leur offrant les ressources et le soutien nécessaires **pour compenser les conditions défavorables liées aux situations personnelles et familiales. Si tel n'est pas le cas, ils seront laissés de côté.**

Évolution de l'abandon scolaire précoce par genre en Espagne et dans l'UE



Source : données du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (2021)

Inclusion en temps de pandémie

L'Espagne est l'un des pays de l'Union européenne qui a maintenu les écoles fermées le plus longtemps, soit 16 semaines sans cours en présentiel. Bien qu'un enseignement à distance ait été proposé, par le biais d'internet principalement, tous les étudiants n'ont pas été en mesure de suivre les cours.

La ministre de l'Éducation Isabel Celaá a déclaré lors d'une interview accordée à la radio en mars 2020 qu'**entre 10 et 12% des élèves n'étaient pas connectés aux plateformes d'enseignement à distance ni au personnel enseignant.** Un désintérêt accru à l'égard de l'éducation, une déconnexion avec les études et un retard accumulé dans l'apprentissage des contenus pourraient résulter de cette situation.

Des chercheurs espagnols ont souligné que des études menées dans différents pays montrent qu'une intervention de soutien directe auprès des élèves en retard, par exemple au moyen d'un tutorat en petits groupes, peut réduire les taux d'abandon de 25 à 40%.

Un collectif qui a souffert des obstacles inhérents à l'enseignement à distance est celui des personnes présentant des déficiences intellectuelles et des troubles du développement, y compris les personnes ayant des difficultés d'apprentissage. Selon Amalia San Román, responsable de l'Éducation inclusive au sein de Plena Inclusión Espagne, **80% des plus de 720 000 élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux (BES) fréquentent des écoles ordinaires, et nombre d'entre eux ont été «déconnectés»** pendant la fermeture des écoles. **Les cours ont suivi un rythme virtuel sans tenir compte des limites auxquelles ces élèves étaient confrontés,** dans un environnement éducatif peu familier et difficile à comprendre, sans disposer du soutien personnalisé qu'ils recevaient en classe et devant compter sur l'aide non professionnelle fournie par les parents. Amalia San Román insiste sur le fait que fournir des ordinateurs à ces élèves ne suffit pas, et qu'il est essentiel de répondre à leurs besoins spécifiques, notamment en améliorant leurs compétences numériques.

Une adolescence soumise au stress, à l'incertitude et au manque de contacts humains

Lucía a 16 ans et étudie en première année du baccalauréat artistique. Elle a participé au Conseil consultatif d'Educo pour le projet «Il était une voix», un projet de recherche sur la violence envers les enfants. L'année dernière, sa vie a été bouleversée par l'arrivée de la pandémie. «Pour moi, ça a été quelque chose de vraiment négatif. Pendant le confinement, j'étais très stressée et anxieuse. Et pas seulement moi, mais aussi mes amis. Nous nous demandions ce qui allait se passer, comment les choses tourneraient après le confinement et comment nous allions retourner dans nos centres scolaires», explique-t-elle. **«Je pense que je parle au nom de presque toutes les jeunes personnes quand je dis qu'à cause de la COVID-19 nous avons plus d'incertitudes, nous nous sentons davantage stressés, tristes, et tout nous semble plus confus. Nous ne sommes plus aussi heureux».**

Cette adolescente estime que **l'école est l'un des aspects de sa vie le plus touché par la pandémie.** «Même si cette année scolaire m'intéresse et que j'en profite, je sais qu'elle est différente des années précédentes. En raison des mesures de sécurité de la COVID-19, nous ne pouvons pas faire autant de choses sympas que par le passé.»

Lucía **pense également à ses camarades qui ont des difficultés économiques et sociales.** «Je sais que beaucoup d'entre nous pourrions rattraper le temps perdu par rapport à l'école, se mettre à jour et apprendre tout ce que nous ne pouvons pas apprendre maintenant à cause de la pandémie. Mais une minorité ne pourra certainement pas le faire et il est important de ne pas l'oublier».

L'adolescence est une étape très importante dans le développement des personnes. La crise sanitaire contraint de nombreuses jeunes personnes à vivre cette période de leur vie d'une manière très différente de celle qu'ils avaient imaginée. «Avant la pandémie, mes amis et moi avions l'habitude de nous prendre dans les bras et de nous embrasser pour nous remonter le moral ou montrer notre affection. Mais maintenant, plus rien. À 16 ans, le contact est une chose fondamentale, surtout à ce stade de ma vie,



et à présent je ne peux pas le vivre. Je n'ai pas non plus de contact avec certains membres de ma famille. Mes tantes, mes oncles et mes cousins vivent en dehors de ma ville et il m'est presque impossible de leur rendre visite, sans parler de les prendre dans mes bras et de les saluer en les embrassant», explique-t-elle.

Lucía veut que les enfants et les adolescents soient écoutés et que leurs opinions soient prises en compte. Non seulement lorsqu'il s'agit de prendre des mesures contre la COVID-19, mais dans de nombreux autres aspects qui concernent directement leur existence. **«Nous ne sommes pas une source de nuisance. Notre opinion compte. Nous sommes des citoyens au même titre que n'importe quel adulte** et souvent nous raisonnons même mieux. Ce n'est pas nous le problème, même si parfois une très mauvaise image a été donnée des jeunes, comme si nous étions des personnes sans cervelle qui ne se soucient pas de la vie des autres et qui ne pensent qu'à sortir dans la rue pour boire. Je ne dis pas que des jeunes qui se comportent de cette manière n'existent pas, mais il y en a beaucoup d'autres comme moi qui, même s'ils sont jeunes, se soucient de la vie des gens. Si on nous demandait ce que nous préférons, si on essayait de comprendre notre situation, si on commençait à nous considérer comme des personnes et non comme des monstres, alors tout irait mieux».

L'action d'Educo pour soutenir les enfants et les adolescents vulnérables durant la pandémie en Espagne

Bien que l'Espagne ne connaisse pas les pénuries alimentaires et les manques des pays à faible revenu, la crise sanitaire et économique a aggravé la situation des familles qui vivaient déjà dans la précarité. **La fermeture des écoles a privé d'un repas complet les enfants des familles vulnérables** qui ne pouvaient pas toujours s'occuper d'eux durant le confinement et qui **ne disposaient pas des ressources nécessaires à l'enseignement à distance via des plateformes numériques**.

En 2020, Educo a lancé plusieurs initiatives visant à atténuer l'impact de la crise sur ces familles, en renforçant la coordination entre les écoles, les entités sociales ancrées localement et les services sociaux communautaires avec lesquels nous travaillons habituellement. Les objectifs étaient les suivants :

- **Offrir une alimentation saine et adéquate** aux enfants et aux adolescents qui ont cessé de bénéficier des bourses cantine en raison de la fermeture des écoles.
- **Fournir du matériel scolaire** à ceux qui en ont le plus besoin.
- **Apporter un soutien scolaire et émotionnel** aux enfants et aux adolescents.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons recherché des **alternatives aux traditionnelles bourses cantine** dont près de 5 810 enfants ont bénéficié. Ainsi, nous avons réalisé des virements bancaires, distribué des colis alimentaires, des bons d'achat et des porte-monnaie électroniques rechargeables avec le montant de la bourse cantine. L'implémentation de l'initiative a été rigoureusement contrôlée.

Des actions supplémentaires ont également été mises en œuvre pour faciliter l'accès aux nouvelles technologies, notamment grâce aux dons d'entreprises. Ces derniers ont permis de **fournir à 778 enfants issus de foyers vulnérables des téléphones mobiles et des cartes SIM** afin qu'ils puissent se connecter à leurs centres éducatifs.

Enfin, des activités gratuites ont été réalisées avec des entités et des familles pour promouvoir l'éducation émotionnelle dans le cadre du **programme de soutien émotionnel et de prévention de la violence familiale**.

Educo a par ailleurs intensifié les actions de communication, les campagnes de sensibilisation, le travail en réseau et la collaboration avec les entités qui travaillent sur le terrain.

Avec la nouvelle année scolaire, l'organisation a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie en l'adaptant aux limitations imposées par la pandémie. «Nous continuons à travailler pour que l'enseignement en présentiel soit maintenu, sans toutefois ignorer la réalité. Et cette réalité nous dit que si des systèmes hybrides sont amenés à être mis en place, ils doivent être accessibles à toutes et à tous», explique la directrice du Plaidoyer et de la Mobilisation sociale, Macarena Céspedes.

Les priorités d'Educo «n'ont pas foncièrement changé», mais l'organisation met désormais davantage l'accent sur la numérisation et le soutien à l'éducation émotionnelle. Ces deux aspects sont en effet particulièrement importants dans un contexte d'incertitude comme celui que traverse le secteur de l'éducation, explique-t-elle.

Une autre question dont il faut se préoccuper est celle des **transitions entre les cycles de l'éducation** qui, selon Macarena Céspedes, avaient déjà été identifiées avant la COVID-19 comme «des moments clés de l'échec et de l'abandon scolaire précoce, surtout entre le primaire et le secondaire». Si cette transition n'est pas prise en compte, elle peut avoir un effet désastreux sur la continuité éducative de l'enfant». **Ces transitions peuvent être vécues plus douloureusement par les enfants qui connaissent des difficultés d'apprentissage et qui se trouvent en situation de vulnérabilité**, qui ont passé des mois partiellement ou totalement déconnectés de leurs camarades, du personnel enseignant et des écoles en raison d'un manque de moyens, et qui **ont besoin d'un renforcement scolaire pour éviter de passer entre les mailles du filet des systèmes éducatifs**.

Afrique

Selon les données officielles, le continent africain a enregistré peu de cas de COVID-19 par rapport aux autres régions (2,8 millions de cas confirmés après un an de pandémie). Les leçons tirées d'expériences antérieures, comme celle du virus Ebola, ont conduit les gouvernements africains à réagir rapidement, en fermant les frontières et en déployant des plans sanitaires d'urgence qui auraient pu contribuer à limiter les contagions. Mais la pandémie rend encore plus vulnérable une région qui présente de graves lacunes en matière d'accès à des services tels que l'eau et l'assainissement et qui dispose de systèmes de santé très précaires.

Malgré une incidence moindre de la COVID-19, les pays africains n'ont pas pu éviter le ralentissement de l'économie qui, selon les prévisions, anéantira une partie des progrès réalisés en matière de développement humain dans une région où 60% de la population a moins de 25 ans.

La pandémie a atteint les pays d'Afrique de l'Ouest à un moment où ils traversaient déjà une **crise alimentaire et**

École ou travail

L'Afrique affiche les taux de scolarisation les plus bas, et tout particulièrement dans la région subsaharienne. Un enfant sur cinq âgé de 6 à 10 ans et un tiers des enfants âgés de 12 à 14 ans ne sont pas scolarisés. Seuls 65% des élèves de la sous-région terminent l'école primaire, tandis que les chiffres pour le premier et le second cycle de l'école secondaire sont de 40% et de 28% respectivement. L'UNESCO indique **qu'en raison de la pandémie, quelque 11 millions d'élèves du primaire et du secondaire pourraient abandonner l'école.**

Séni Ouedraogo, responsable de la Qualité de l'Éducation et de la Formation au Ministère de l'Éducation du Burkina Faso, exprime un sentiment général dans la région selon lequel **«la non-scolarisation expose les enfants et les adolescents à de nombreux risques, notamment le recrutement par des groupes armés, les mariages forcés, les grossesses précoces, ainsi que leur implication dans des pratiques dangereuses**

nutritionnelle. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, où 5,4 millions de personnes éprouveront de grandes difficultés à couvrir leurs besoins alimentaires pendant la prochaine période de soudure, la pandémie s'est ajoutée aux **conflits armés**, aux **déplacements de populations** et au choc climatique. Selon l'UNICEF, le nombre total d'enfants souffrant de malnutrition dans ces pays pourrait approcher les 3 millions. Il faut par ailleurs garder à l'esprit que 1,5 million d'enfants bénéficient de programmes d'alimentation scolaire qui ont été interrompus par la pandémie.

Sachant que la fracture numérique est énorme, **la radio et la télévision ont constitué dans de nombreux pays l'alternative la plus viable** pour poursuivre l'enseignement. **Près de 90% des étudiants n'ont pas d'ordinateur à la maison et 82% ne peuvent pas se connecter à internet** dans une région où **56 millions d'étudiants vivent dans des zones sans réseau mobile** et où l'électricité et les connexions internet, lorsqu'elles sont accessibles, ne sont pas fiables.

de travail des enfants, l'exploitation et la violence sexuelles. Leur insertion dans des espaces protecteurs et inclusifs est un moyen efficace de les protéger contre ces risques», affirme-t-il.

Les causes de l'abandon scolaire sont multiples, à commencer par le travail des enfants qui est en termes relatifs deux fois plus important que dans d'autres régions. **Deux enfants africains sur dix travaillent et un sur dix exerce un métier dangereux.**

«Nous ne pouvons pas affirmer [que le travail des enfants a augmenté avec la pandémie], car cette problématique n'a pas été documentée. Mais ce phénomène est visible», explique Édouard Junior Ndeye, directeur stratégique de la région du Sahel, qui rappelle par exemple que **beaucoup d'enfants qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité travaillent comme ouvriers dans les mines d'or du Burkina Faso.**

La radio de l'espoir en pleine pandémie

Latifatou vit dans un village de la commune de Ouahigouya au Burkina Faso. Elle se préparait à passer ses examens lorsque l'administration de l'école a annoncé une fermeture temporaire en raison de la pandémie.

La nouvelle n'a pas été une surprise, mais elle et ses parents se sont inquiétés des conséquences pour son éducation. Latifatou a d'abord essayé d'étudier à la maison, mais a fini par accompagner sa mère au marché pour l'aider à vendre des vêtements, jusqu'au jour où l'administration de l'école a informé de la distribution de postes de radio par l'ONG Educo, afin de suivre les cours malgré la pandémie à travers des programmes radio spécifiques.

«Après cela, mon emploi du temps à la maison a changé. Le matin, je prenais des notes en écoutant le cours, puis j'essayais de le comprendre», raconte-t-elle. «Parfois, j'allais à l'école pour étudier car c'était le seul endroit où j'avais accès à une craie et à un tableau noir pour faire les exercices. Malheureusement, malgré les cours à distance, je ne suis pas parvenue à comprendre les leçons comme je le faisais lorsque j'étais en classe. Je n'ai pas non plus reçu les explications dont j'avais besoin parce que les réunions étaient interdites. **Je n'ai donc pas réussi l'examen et cela me rend triste**», déplore-t-elle.

Latifatou redouble son année scolaire et se trouve dans une classe avec des frères et sœurs plus jeunes et d'autres camarades qui, comme elle, n'ont pas réussi à passer le niveau. Elle se dit malgré tout heureuse de retourner en classe et de retrouver ses amis. «Au début de l'année, on nous a pourtant annoncé que nous devions garder une distance d'un mètre et porter un masque en classe



et dans toutes les zones de l'école. Cette mesure a été difficile à accepter, mais au moins, **avec la reprise des cours, je comprends mieux les leçons**».

Cette année, elle espère obtenir son diplôme d'école primaire pour pouvoir ensuite aller au lycée et continuer à apprendre. Elle espère également que la crise sanitaire sera bientôt terminée et que chacun pourra oublier les mesures de distanciation.

Les recherches ont révélé qu'**une forte corrélation existe entre le travail des enfants et les situations**

de catastrophe et de conflit qui se produisent dans de nombreux pays du continent africain.

Attaques et menaces de groupes armés

La crise sanitaire s'est ajoutée à une crise humanitaire et sécuritaire dans la région. Rien qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger, on compte 1,2 million de personnes déplacées internes et de réfugiés, dont la moitié sont des mineurs. Dans ces pays, entre avril 2017 et décembre 2019, plus de **3 300 écoles ont fermé leurs portes en raison d'attaques et de menaces de groupes armés** qui ont touché 650 000 enfants et plus de 16 000 enseignants. Et la pandémie n'a fait qu'aggraver la situation.

La secrétaire générale de ChildFund Alliance, Meg Gardinier, rappelle que l'une des leçons tirées des crises précédentes dans les pays qui sortent d'un conflit armé est que **«l'éducation apparaît, après l'alimentation, les vêtements et le logement, comme le quatrième pilier de l'aide humanitaire. Elle instaure en effet un sentiment de normalité, permet aux gens de penser à l'avenir, leur fournit une matière sur laquelle se concentrer et minimise les possibilités que les jeunes tombent dans l'extrémisme».**

Grossesse précoce et mariage d'enfants

Aux problèmes précédemment évoqués s'ajoutent ceux du mariage des enfants, des grossesses précoces et des inégalités entre les genres que la fermeture des écoles peut encore amplifier.

Les pays d'Afrique subsaharienne figurent parmi les pays qui **enregistrent les taux de mariage précoce les plus élevés**. Selon les données de l'UNICEF, 76% des femmes (20-24 ans) se sont mariées avant l'âge de 18 ans au Niger, 54% au Mali, 52% au Burkina Faso, 31% au Bénin et 29% au Sénégal.

Avant la COVID-19, une femme sur quatre âgée de 20 à 24 ans dans la région déclarait avoir été mère pour la première fois avant l'âge de 18 ans. Selon les estimations de World Vision International - basées sur l'expérience d'Ebola, sur des statistiques et sur des scénarios de fermeture d'écoles - **les grossesses précoces pourraient augmenter de 65%, ce qui signifierait qu'un million de filles et d'adolescentes seraient maintenues hors de l'école..**

Amérique latine

Depuis que le premier cas de COVID-19 a été signalé en Amérique latine et dans les Caraïbes en janvier 2020, la région a enregistré plus de 21,5 millions de cas confirmés et 665 000 décès. Les centres éducatifs de la région ont été fermés en moyenne pendant 5 mois en 2020, un chiffre qui masque néanmoins certains extrêmes. En effet, en Équateur, au Panama et au Pérou, les classes sont fermées depuis plus d'un an, tandis qu'au Nicaragua, il n'y a eu aucune interruption des cours due au virus.

La fermeture des écoles a affecté les Programmes d'Alimentation Scolaire (PAE) dont bénéficient 85 millions d'élèves. Les repas scolaires sont la principale **source de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 10 millions d'enfants issus de familles vulnérables,**

un nombre qui pourrait augmenter en raison des conséquences économiques de la pandémie.

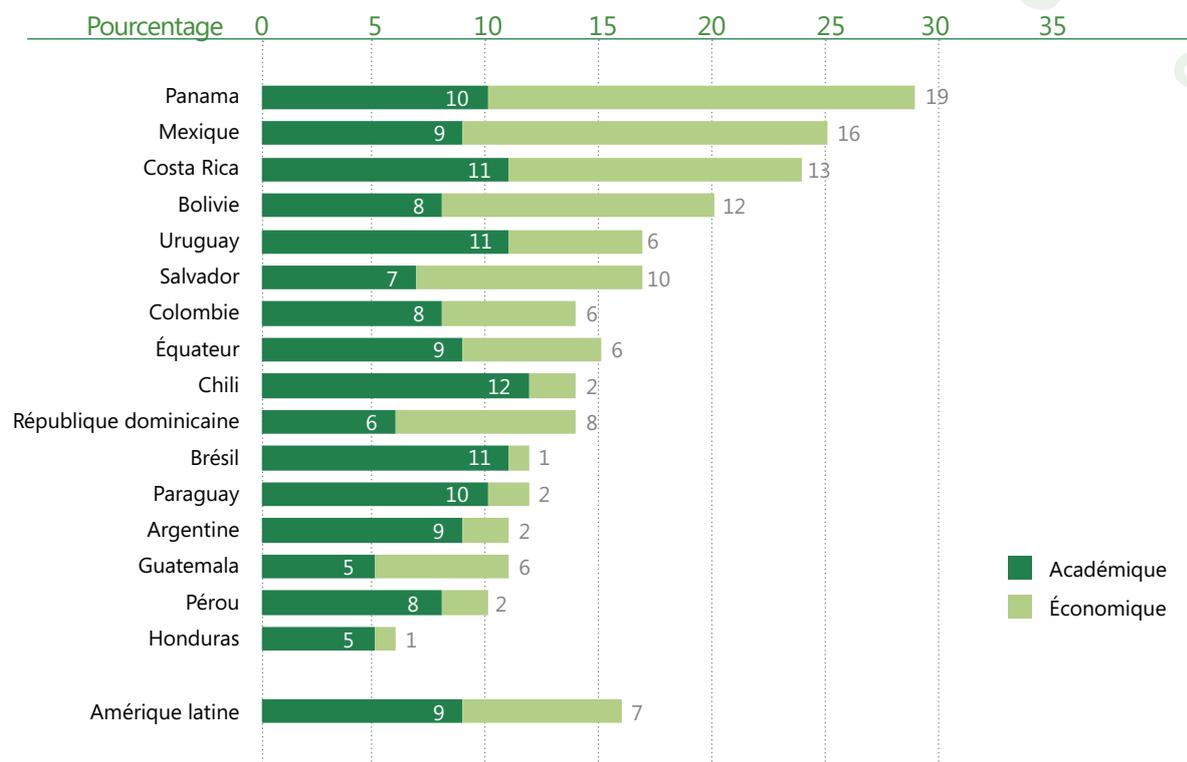
Les gouvernements ont mis en place des mécanismes pour assurer la continuité des services, comme par exemple la distribution de kits alimentaires ou de bons échangeables contre de la nourriture, ainsi que les virements d'argent directement aux familles. Ils ont également proposé des cours par le biais de la télévision et d'internet. Ces mesures n'ont toutefois pas suffi à atteindre de larges secteurs de la population vulnérable qui, **en l'absence de connexion et d'outils adéquats, n'ont pas bénéficié de l'enseignement à distance**. Selon l'UNICEF, seul 1 enfant sur 2 dans les écoles publiques de la région a accès à l'enseignement à distance, contre 3 sur 4 dans les écoles privées.

Abandon scolaire

Les estimations de la Banque interaméricaine de développement (BID) révèlent que 1,2 million de personnes d'âge scolaire de la région pourraient quitter leurs études à cause de la pandémie. Ce chiffre représente une augmentation de 15% des abandons scolaires par rapport aux niveaux d'avant la COVID-19 (9% pour des raisons académiques et 7% pour des raisons économiques).

La fracture numérique a constitué un facteur déterminant dans l'exclusion des élèves disposant de moins de ressources. Dans la région, les enfants et les adolescents n'ont qu'un accès limité aux dispositifs électroniques. Même si la connexion au réseau s'est améliorée, ils dépendent fortement de la téléphonie mobile et de ses flux de données très limités. **La moitié des élèves âgés de 3 à 17 ans n'ont pas accès à internet chez eux. De profonds écarts d'accès existent par ailleurs en**

Augmentation de l'abandon scolaire pour des raisons académiques et économiques



Source : Acevedo et al. (2020)

fonction de la classe sociale. Par exemple, au Salvador et en Bolivie, seules 4% des familles en situation de pauvreté disposent d'internet à domicile, alors que ce taux est de 34% et de 38% chez les familles les plus riches.

Les projections de l'abandon scolaire apparaissent comme une douche froide pour une région qui avant la pandémie luttait déjà pour retenir les élèves dans l'enseignement secondaire (80% des élèves terminent le premier cycle, mais seulement 60% le second cycle, pourtant obligatoire), et sont particulièrement décourageantes pour des pays comme le Salvador, le Guatemala et le Honduras, où l'abandon scolaire avant la pandémie était déjà de 38%, 42% et 48%, respectivement.

«De manière générale, l'abandon scolaire est un problème structurel» en Amérique latine, où les taux d'abandon «sont étroitement associés à la qualité de l'apprentissage et à la pertinence du contenu par rapport à la vie des élèves et des parents», signale Cefas Asensio, expert en Éducation pour le développement humain. L'abandon scolaire augmente

«parce que l'on ne s'attaque pas aux causes et celles-ci se sont aggravées avec la pandémie», ajoute-t-il.

Nelsy Lizarazo, coordinatrice générale de la Campagne latino-américaine pour le Droit à l'Éducation, va dans le même sens lorsqu'elle évoque des «**systèmes d'exclusions**». Elle rappelle que l'abandon scolaire «est lié à la nécessité pour les adolescents de contribuer économiquement à la subsistance de leur famille, mais aussi à l'idée selon laquelle il est inutile de consacrer tant d'années aux études pour finalement ne pas aller à l'université ou suivre une formation professionnelle», ainsi qu'à un désenchantement face au marché du travail en cas d'études plus poussées.

La combinaison de l'abandon scolaire et du manque d'opportunités d'emploi se traduit par un nombre élevé de jeunes personnes qui n'étudient pas, ne travaillent pas et ne suivent pas de formation. **23 millions de personnes, dont une majorité de femmes**, se trouvent dans cette situation.

Travail des enfants

La réduction du travail des enfants a été l'une des réussites de la région. Malgré les efforts consentis, **10,5 millions d'enfants et d'adolescents** (7,3% de la population âgée de 7 à 17 ans) **travaillent** encore sans avoir atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi. Ce chiffre pourrait augmenter de 300 000 en raison de l'impact dévastateur de la pandémie.

Violence des bandes organisées

Un autre problème structurel de la région lié à l'abandon scolaire est la violence, notamment celle commise au sein du foyer et celle perpétrée par les groupes criminels organisés. Les chiffres font froid dans le dos : **un enfant de moins de 15 ans sur deux subit des châtiments corporels à la maison ; 1,1 million d'adolescents âgés de 15 à 19 ans ont subi des violences ou d'autres actes sexuels forcés** ; le taux d'homicide chez les adolescents est cinq fois plus élevé dans cette région que la moyenne mondiale ; **et toujours plus d'enfants mineurs migrent seuls**.

Le Salvador est un pays historiquement touché par la violence sociale. En 2019, près de 4000 enfants et adolescents ont été retirés des centres éducatifs parce qu'ils étaient victimes de la délinquance, des gangs armés et des déplacements forcés. « Cette décision a modifié leur rythme scolaire et a provoqué l'absentéisme, l'abandon scolaire, le redoublement, le dépassement d'âge et la mobilisation des écoles », rappelle Alicia Avila de Parada, directrice d'Educo dans ce pays.

« **La présence des gangs armés, aussi bien dans les communautés qu'à proximité et même à l'intérieur des centres scolaires, génère un grand risque pour les enfants et les adolescents.** Ces derniers peuvent être victimes de vols, de cambriolages, de blessures, de viols ou d'homicides. Le harcèlement touche surtout les adolescents de sexe masculin. Il les oblige à rejoindre les gangs ou à se livrer à des activités délictueuses telles que les abus sexuels sur les filles et les adolescentes », ajoute-t-elle.

Les principaux domaines d'activité des enfants de la région sont le travail domestique et l'agriculture, mais ils sont également engagés dans des tâches à haut risque comme **l'exploitation minière ou la récupération de matériaux dans les décharges..**



Cefas Asensio explique que la violence des « maras » et des autres groupes organisés constitue un problème complexe qui ne trouvera pas de solution si la seule alternative est la punition. Le cycle de la violence se perpétuera « tant que nous ne changerons pas les valeurs, les mentalités et l'approche éducative, et que nous n'offrirons pas d'alternatives de travail » ou d'opportunités de réinsertion à ces personnes.

L'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents à des fins commerciales est une manifestation particulièrement grave de la violence. Elle a cours dans certains pays comme la Bolivie. En 2019, 425 victimes de la traite ont été signalées dans le pays, dont 60% étaient des filles et des adolescentes. **La situation de vulnérabilité des familles a provoqué une augmentation de l'exploitation sexuelle durant la pandémie.** « Même si des lois visant à combattre cette forme de violence existent, il y a un vide juridique et de nombreuses limitations en termes de budget et d'infrastructures destinées à prendre en charge les victimes, ainsi qu'un manque de personnel formé et sensibilisé pour faire face au problème », explique Viviana Farfán, spécialiste de la Sauvegarde d'Educo en Bolivie.

Soutien pour réduire le risque de traite

Plusieurs facteurs augmentent le risque que des enfants soient victimes de délits tels que la traite ou la violence sexuelle à des fins commerciales. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer l'**abandon de la famille, la consommation d'alcool et de drogue ou le fait de subir d'autres types de violence**. Ces situations sont fréquentes chez de nombreuses personnes qui vivent dans la rue.

Raquel est une adolescente de 17 ans qui vivait avec l'un des groupes de jeunes en situation de rue à Cochabamba. Elle y a connu la peur, la consommation de substances illégales et a été témoin de bagarres. D'autre part, elle ne se sentait pas à l'aise car elle avait un partenaire et voulait être avec lui.

En 2020, Raquel a participé aux activités d'identification, de prévention et de formation menées dans le cadre de Protejeres, un programme d'Educo destiné aux enfants et aux adolescents exposés au risque d'être victimes de la traite et de la violence sexuelle.

Les informations fournies dans les espaces de Protejeres sont associées à des dynamiques et à des jeux qui permettent aux adolescentes et aux jeunes femmes de se sentir en confiance pour se rapprocher, participer et apprendre.

Raquel évoque son expérience du programme en ces termes : «J'aime quand nous sommes tous ensemble, quand nous rions et quand nous jouons. Nous passons toujours de bons moments. J'ai le sentiment d'être mieux informée et je me sens plus en sécurité. J'ai pu expliquer à mes neveux de ne pas faire confiance aux inconnus. J'ai aussi raconté à ma sœur ce que les éducateurs nous ont expliqué».

Il y a trois mois, Raquel a eu un bébé. Il est aujourd'hui ce qui la pousse à aller de l'avant. Elle a arrêté de boire de l'alcool. Elle dit avoir quitté sa situation de rue pour aller vivre avec son partenaire et cessé de fréquenter «le groupe». Cependant, elle a très peu de contacts avec sa famille et se trouve actuellement dans une situation très



violente avec son partenaire. L'adolescente veut mettre fin à la relation. Elle admet qu'elle a peur de se retrouver seule avec son bébé, mais davantage encore de rester avec lui. En même temps, elle est consciente qu'il lui faut passer en revue les options pour son avenir : «J'ai appris durant les séances de formation [du programme] que **personne ne peut me faire du mal ni me forcer à faire des choses que je ne veux pas faire**».

Dans le cadre de ses activités, le programme Protejeres d'Educo apporte un soutien à l'adolescente pour qu'elle obtienne le document d'identité de son enfant et bénéficie d'une prise en charge intégrale (santé, suivi juridique et alimentation). Il fournit également un accompagnement et une orientation, en coordination avec l'instance nationale compétente, et assure un suivi de la situation de la violence familiale. Le programme analyse également les options de logement et d'emploi qui s'offrent à elle, afin de **réduire la possibilité qu'elle retourne dans la rue et soit exposée à des réseaux** qui violent ses droits.

Recommandations d'Educo au Salvador pour lutter contre la violence sociale et ses répercussions sur l'éducation et le développement des filles et des adolescentes

Titulaires d'obligations

- Les titulaires d'obligations doivent coordonner leur travail avec la communauté et la famille afin de renforcer son rôle primordial et fondamental, conformément à l'article 9 de la Loi de Protection intégrale des enfants et des adolescents (LEPINA). Il est essentiel de renforcer les compétences au sein de la famille. Il s'agit d'instaurer la discipline positive et la bienveillance, en vue d'établir une relation basée sur une communication saine et sur le respect de la dignité humaine, et axée principalement sur l'éradication de la vision machiste et de la violence sexuelle à l'égard des filles et des adolescentes.
- Renforcer l'investissement éducatif dans les processus de prévention de la violence sexuelle. Ces processus doivent être axés avant tout sur la sensibilisation à l'éducation sexuelle intégrale et sur l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés. De même, des investissements sont nécessaires pour renforcer les protocoles et les mécanismes internes de protection au niveau des écoles.
- Promouvoir et développer d'autres alternatives flexibles (en utilisant les nouvelles technologies) pour que les filles et les adolescentes enceintes, mères ou victimes d'autres formes de violence puissent bénéficier d'options pour la continuité de leur éducation.
- Les titulaires d'obligations nationaux et locaux et les titulaires de responsabilités doivent inscrire la question de la prévention de la violence sexuelle à l'égard des filles et des adolescentes dans l'agenda national et local, afin de «dénaturaliser» le phénomène et de commencer à éradiquer les idées et les conditions qui perpétuent la commission de ces délits.
- En matière de prévention de la violence, il est nécessaire de renforcer les mécanismes d'application du cadre normatif, des politiques, des programmes et des plans de développement aux niveaux local et national, notamment pour avoir un impact sur la protection des droits de l'enfance. Compte tenu de la situation actuelle du pays, il est urgent de réduire les déplacements internes forcés et les migrations irrégulières qui touchent les enfants, les adolescents et leurs familles.
- La violence sociale doit être abordée de manière intégrale, en incluant la prévention, la répression des délits et la prise en charge des victimes. L'un des principaux défis en matière de protection est l'investissement et la mise en œuvre de programmes dédiés à la protection des enfants menacés et utilisés par les gangs armés.

Titulaires de responsabilités :

- Travailler à la promotion et au développement d'environnements protecteurs et sûrs en assurant une coordination entre les institutions, à partir d'une approche du cycle de vie qui intègre les actions de protection des différents titulaires.
- Promouvoir les nouvelles masculinités chez les hommes, les garçons et les adolescents dans les environnements communautaires, en vue de développer de nouvelles formes de relations et des changements dans les rôles des hommes au sein des différents espaces de socialisation.



Asie

Avec **986 millions d'enfants et d'adolescents** dans les établissements préscolaires, primaires et secondaires, l'Asie est la région du monde où **les effets de la crise de l'éducation** se font le plus ressentir. Les trois pays dans lesquels Educo travaille - l'Inde, le Bangladesh et les Philippines - réunissent près de la moitié de ces élèves. Depuis l'année 2000, la région a accompli des progrès significatifs pour assurer l'éducation primaire universelle, mais a moins bien réussi au niveau du secondaire. Au total, 19 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire n'y étaient pas inscrits avant la pandémie, tandis que ce chiffre atteignait 109 millions au niveau secondaire.

L'enseignement à distance n'est pas parvenu à atteindre 80 millions d'étudiants. Le nombre d'enfants qui abandonnent l'école avant d'avoir achevé leurs études risque ainsi d'augmenter. Le problème de la continuité de l'éducation a particulièrement touché les systèmes d'apprentissage alternatifs (ALS pour son sigle anglais) et les programmes d'éducation de la deuxième chance. Ces structures sont destinées aux personnes qui en raison de leur situation n'ont pas la possibilité de fréquenter les écoles ordinaires ou qui s'efforcent de terminer l'enseignement élémentaire après avoir été contraintes de l'abandonner.

Suite à la COVID-19, d'importantes pertes d'apprentissage se produisent dans les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique où, selon les données de l'UNESCO,



Abandon scolaire

Les chiffres relatifs à l'abandon scolaire ne sont pas disponibles au niveau régional, mais les données qui proviennent de certains pays font état d'une augmentation.

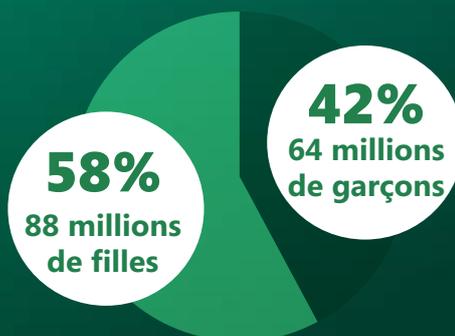
Aux Philippines par exemple, pour l'année scolaire 2020-2021, **3 millions d'inscriptions de moins que l'année précédente ont été enregistrées dans l'enseignement de base**. Les inscriptions auprès des structures d'apprentissage alternatives représentent quant à elles à peine plus de la moitié de ce qu'elles étaient avant la pandémie. En janvier 2020, l'Inde a annoncé que son taux d'abandon scolaire était pour la première fois inférieur à 3%, mais les experts en éducation du pays estiment qu'il doublera en un an du fait des obstacles que rencontre l'enseignement à distance.

Dans certains pays asiatiques, on assiste à une **migration des élèves des écoles privées vers les établissements publics**, phénomène qui nécessitera davantage de personnel et de ressources, alors que celles qui sont actuellement disponibles sont déjà limitées. Cette tendance a surtout été détectée au Népal et en Inde. «En Inde, il existe un grand nombre d'écoles privées à bas prix que beaucoup de familles ne peuvent désormais plus se permettre de payer en raison de la baisse de leurs revenus», explique Cecilia Soriano, coordinatrice régionale des Campagnes de l'Association Asie-Pacifique-Sud pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE pour son sigle anglais).

Aux Philippines, où les cours en présentiel ont été suspendus pendant un an, l'expérience de l'enseignement à distance qui existait déjà au sein de groupes d'apprenants ciblés a été utilisée pour développer un plan à l'échelle nationale. «Ce système de modules d'apprentissage accompagnés de documents écrits a permis d'assurer une continuité aux cours et d'atteindre un maximum d'élèves, sachant la pénétration des nouvelles technologies est encore très faible», explique Joan Lagata, responsable de l'Éducation dans la région de Bicol, sur l'île de Luzon. Bien qu'elle soit «loin d'être parfaite» et que les résultats qu'elle obtient ne sont pas comparables à ceux de l'enseignement en présentiel, cette alternative d'apprentissage permet de transmettre les compétences les plus importantes dans l'espoir du retour à une nouvelle normalité.



152 millions d'enfants travaillent



Activité économique



Profil par âge



Source: https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_713925/lang--en/index.htm

Les organismes internationaux se sont montrés particulièrement préoccupés par les effets de la crise sur les filles. En effet, **la discrimination fondée sur le genre est l'un des principaux obstacles à l'accès à l'éducation dans cette région.**

Travail des enfants

En Asie et dans le Pacifique, 7,4% des enfants âgés de 5 à 17 ans travaillent. Ce pourcentage peut paraître faible comparé aux 19,6% de l'Afrique, mais en chiffres absolus, le nombre des personnes concernées est presque le même (62 millions pour l'Asie et 69,9 millions pour l'Afrique). Rien qu'en Inde, un pays où seulement 43% des élèves terminent le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, on estime que 10 millions d'enfants ou d'adolescents travaillent ou cherchent un emploi.

Les enfants et les adolescents ne sont pas seulement engagés dans les tâches ménagères ou agricoles, mais sont également contraints de travailler dans la rue et dans les mines. **L'utilisation des enfants comme main d'œuvre bon marché dans les usines et les industries est monnaie courante dans de nombreux pays asiatiques**, un phénomène alimenté par l'extrême pauvreté.

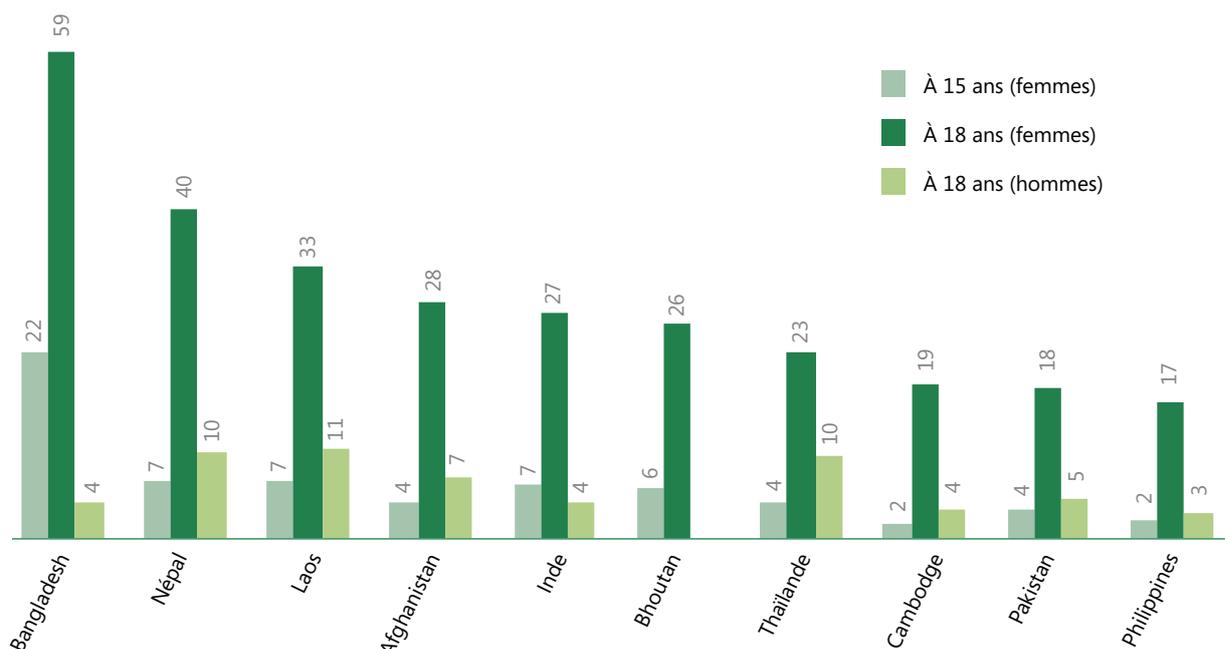
Mariage et violence

Le mariage des enfants est l'une des causes de l'abandon scolaire des filles et des adolescentes en Asie. **Une femme sur trois** âgée de 20 à 24 ans **s'est mariée avant l'âge**

Au Bangladesh, 3,45 millions d'enfants travaillent, dont 95% dans l'économie informelle. La plupart d'entre eux exercent des emplois dangereux. «Dans ce contexte de crise de la pandémie, de nombreux enfants ont désespérément besoin de reprendre le travail malgré la menace du coronavirus. **Ceux qui jusqu'à présent avaient pu échapper au travail des enfants sont contraints d'y recourir pour soutenir l'économie de leur famille qui se trouve en grande difficulté**», explique Afzal Khan, responsable du projet sur le Travail des enfants d'Educo au Bangladesh. Il ajoute à cet égard que «nous sommes profondément préoccupés par le fait que la pandémie de COVID-19 pourrait constituer un obstacle supplémentaire à l'exécution du Plan national visant à éliminer les formes les plus dangereuses du travail des enfants d'ici 2025, dans le cadre de l'engagement du Bangladesh à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD)».

de 18 ans, bien souvent parce que le mariage apparaît comme **la seule option des familles qui ont à peine de quoi subvenir à leurs besoins**. Bien qu'il ait également

Pourcentage de femmes et d'hommes âgés de 20 à 24 ans qui se sont mariés avant l'âge de 15 et 18 ans



Source : données de l'UNICEF (2020)

Quand étudier n'est pas une priorité à la maison

Arif a 11 ans. Il est l'aîné de trois frères et sœurs. À la mort de son père, sa famille a déménagé dans l'un des quartiers marginalisés de Dhaka, la capitale du Bangladesh.

Alors qu'il n'avait que 8 ans, il a commencé à travailler en remplaçant son beau-père comme chauffeur de vélo-taxi. Il gagnait au maximum un euro et demi par jour. Comme ce n'était pas assez, son frère a dû commencer à travailler avec lui et sa sœur a été engagée comme employée de maison.

Arif était devenu l'un des 1,28 million d'enfants qui exercent une activité à risque au Bangladesh, une classification dans laquelle le Gouvernement place le secteur des transports.

En 2019, l'adolescent a été victime d'un accident de travail et a dû garder le lit pendant un mois. Une fois rétabli, sa mère a pu le placer dans une petite ferme pour qu'il se charge de la livraison de lait à domicile. Cependant, avec la pandémie de COVID-19 et les mesures de distanciation, l'approvisionnement en lait a chuté et avec lui le salaire d'Arif. Le revenu du reste de la famille a également diminué pour les mêmes raisons, rendant difficile jusqu'à l'approvisionnement en nourriture. Récemment, la situation professionnelle d'Arif s'est un peu améliorée.

Il étudie à Dhaka, dans l'une des écoles d'Educo adaptées aux enfants travailleurs, dans le cadre du projet ODHIKAR, mis en œuvre avec le partenaire local ESDO et financé par ChildFund Korea. Ce projet dispense un enseignement



primaire aux enfants et une formation professionnelle personnalisée à certains étudiants. Il offre également des opportunités alternatives aux familles pour leur permettre d'obtenir des revenus.

Arif reconnaît qu'il se sent parfois très fatigué et qu'il perd sa concentration en classe parce que les cours ont lieu après des heures de travail. Il est cependant convaincu que «**l'éducation est très importante dans la vie** car elle la rend parfaite et **garantit la dignité de chacun**. Je veux être professeur, je veux pouvoir enseigner aux enfants qui ont abandonné l'école et qui, comme moi, ont dû se mettre à travailler».

cours chez les garçons, le risque de mariage des enfants **est plus élevé chez les filles. Il touche en particulier les filles des zones rurales**, celles qui vivent dans des **foyers pauvres** et celles qui ont au plus un niveau d'études secondaires. À cela s'ajoute une forte occurrence des grossesses précoces.

Selon l'UNICEF, davantage de filles ont été contraintes de se marier depuis le début de la pandémie. Pour la seule Indonésie, 33 000 mariages d'enfants ont été autorisés au cours des six premiers mois de 2020, soit deux fois plus

qu'en 2019. D'autre part, **près de 5 filles et adolescentes mariées sur 10 ont un enfant avant l'âge de 18 ans.**

Avec la pandémie, **le risque d'abus, de harcèlement et d'exploitation sexuelle a également augmenté.** Au Bangladesh par exemple, durant le confinement, les coups infligés aux enfants par les personnes qui s'en occupent ont augmenté de 42%. Aux Philippines, entre le 1er et le 26 mars 2020, le nombre de signalements d'exploitation sexuelle en ligne a été multiplié par quatre par rapport à la même période de l'année précédente..

Educo Bangladesh propose les actions suivantes pour contribuer à garantir le futur des enfants les plus vulnérables



Le Gouvernement doit inclure l'ensemble des enfants travailleurs et leurs familles dans le système de sécurité sociale, y compris ceux qui ne résident pas en permanence dans la région.

Le Gouvernement doit revoir le Plan d'action national sur le travail des enfants en tenant compte de l'impact de la COVID-19, et le mettre en œuvre en conséquence. En particulier :

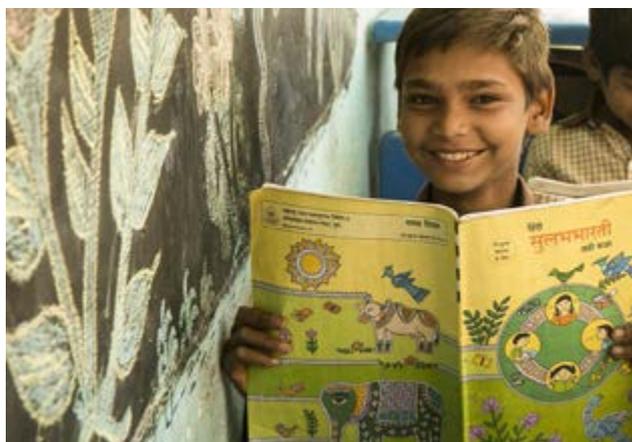
- Révision de la liste des travaux qui représentent un danger pour les enfants, y compris les travaux domestiques, la pêche, la fabrication de briques, la collecte des ordures, etc.
- Renforcement/bon fonctionnement du Conseil national et divisionnaire de Protection du Travail des enfants, et au niveau du district et du sous-district (Upazila), du Comité de Surveillance du Travail des enfants (Child Labour Monitoring Committee).
- Allocation du budget nécessaire à l'exécution des activités du Plan d'action national.

Afin de protéger l'enfance durant la pandémie, le Gouvernement peut fournir une aide financière au travail des enfants par le biais du Fonds de Protection des Travailleurs du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Le Gouvernement et les organisations de la société civile doivent collaborer davantage pour prévenir et éliminer le travail des enfants existant et potentiel. En particulier :

- Un effort important devra être déployé pour intégrer les enfants travailleurs dans les institutions éducatives locales, tant publiques que privées, afin d'assurer la continuité de l'éducation. Cette mesure peut conduire à retirer cette population des sites des travaux dangereux.
- Le Gouvernement doit créer des opportunités pour que les enfants travailleurs aient accès à une formation professionnelle, ce qui pourrait contribuer à ce qu'ils soient retirés de leur lieu de travail.
- Le Gouvernement doit fournir un effort conséquent pour faire appliquer les lois relatives au travail des enfants à tous les niveaux, en consultant les Organisations de la société civile qui travaillent sur ces questions.
- Il est urgent de lancer une campagne de sensibilisation massive au niveau local et national pour mobiliser les enfants, les parents, les employeurs et la communauté contre le travail des enfants. À cet égard, le Gouvernement et la société civile peuvent travailler ensemble.

Qu'avons-nous appris ?



La pandémie de COVID-19 a touché tout le monde, indépendamment du genre, du lieu de résidence, du niveau de revenu, de l'origine ethnique ou du contexte socio-économique. Ses conséquences, cependant, n'ont pas été les mêmes pour tous. Elles sont sensiblement plus importantes pour les personnes les plus vulnérables. **La crise aggrave les disparités dans tous les domaines et menace d'anéantir une grande partie des progrès réalisés au cours de la dernière décennie** et de retarder encore la réalisation des ODD.

Les effets dévastateurs de la pandémie se font ressentir tout particulièrement dans le domaine de l'éducation.

La fermeture prolongée des écoles et les mesures adoptées pour enrayer la contagion ont exacerbé les problèmes chroniques qui touchaient déjà ce secteur, parmi lesquels figurent **l'exclusion de millions d'enfants des écoles, l'inégalité d'accès à une éducation de qualité et la perception des élèves comme des bénéficiaires plutôt que des acteurs de l'éducation**, alors que celle-ci constitue un aspect vital de leur développement.

Les efforts déployés pour poursuivre l'année scolaire au moyen de méthodes d'apprentissage à distance ont mis à l'épreuve la résilience des différents acteurs de l'éducation, obligeant les étudiants à **ne pouvoir compter que sur leurs propres ressources**. Les fermetures d'école ont également contraint le personnel enseignant à s'adapter très rapidement à un modèle pédagogique pour lequel il n'avait pas été formé, et cela sans les ressources ni le soutien nécessaires.

Dans le même temps, elles ont demandé aux familles de s'impliquer davantage dans l'éducation, par l'acquisition de nouveaux engagements et l'accompagnement des enfants dans des tâches éducatives qui requièrent des compétences, notamment numériques, pour lesquelles, dans de nombreux cas, elles n'étaient pas préparées.

Durant la pandémie, **les fractures économiques, sociales et technologiques ont entravé l'apprentissage** d'élèves déjà défavorisés par leurs conditions personnelles ou socio-économiques, augmenté le risque d'un désengagement du système éducatif et réduit les possibilités de mener à bien leurs études.

L'expérience de l'année écoulée a montré que l'enseignement à distance peut être efficace et de qualité en termes d'apprentissage de contenu, à condition qu'il soit précédé d'une formation adéquate des enseignants et accompagné des ressources et des connaissances technologiques et pédagogiques appropriées. Tout le monde s'accorde à dire que **l'enseignement à distance ne peut pas remplacer l'enseignement en présentiel**, et qu'il ne devrait être utilisé qu'en qualité de solution temporaire, en cas d'urgence ou en complément de l'enseignement en classe. En effet, il n'offre pas le même niveau de stimulation ni les mêmes possibilités d'interaction, limitations qui diminuent la sociabilisation des enfants à un âge critique. Comme nous l'avons vu précédemment, un tel enseignement ne permet pas non plus la réalisation d'autres **droits associés à la scolarisation, comme la nutrition, la protection ou le bien-être de l'enfant**, entre autres.

Fondamentalement, l'éducation est un processus relationnel. **L'école représente un espace de vie** particulièrement important, dans lequel les enfants se forment, se construisent pleinement en tant que personnes, apprennent à socialiser et à respecter la diversité, s'approprient et expriment des valeurs qui sont les piliers de **l'égalité, de la démocratie et de la justice**. L'enseignement

à distance et, dans de nombreux cas, l'enseignement en présentiel, doivent réfléchir à la manière d'aborder ces piliers avec des garanties. La situation éducative causée par la pandémie a mis en évidence la nécessité de repenser toute l'ÉDUCATION, et son rôle par rapport au modèle de société que nous voulons construire.

Les spécialistes et les professionnels de l'Éducation soulignent par ailleurs que **la pandémie a aussi révélé la nécessité de diversifier les modalités d'enseignement**, afin de répondre aux besoins éducatifs de certains groupes de population, comme les communautés indigènes qui parlent une langue différente de celle utilisée dans l'enseignement public.

Il est de plus apparu clairement qu'une meilleure préparation était nécessaire, au cas où une épidémie de cette nature, brutale, inattendue et globale en viendrait à frapper à nouveau dans le futur. Si certains pays ont été en mesure de transposer à grande échelle des expériences antérieures d'enseignement à distance, la pandémie a une fois encore mis en lumière la nécessité de repenser l'école et ses contenus, et de renforcer le lien avec la communauté.

Il est prouvé que **l'école constitue un espace de confiance, de sécurité et de protection** pour de nombreux enfants vulnérables et sans protection. La fermeture des écoles les a privés d'un mécanisme efficace qui contribue à assurer leur bien-être.

La pandémie a favorisé l'innovation, le travail collaboratif, la solidarité, la coopération et l'inclusion de nouveaux acteurs. Comme l'explique Juan Martín Pérez, coordinateur de Tejiendo Redes, «des communautés d'apprentissage ont été créées parmi les étudiants eux-mêmes. Des contenus alignés sur les programmes nationaux ont été générés sur internet et présentés avec une didactique appropriée en termes éducatifs».

La pandémie a également mis en évidence **le rôle primordial joué par le personnel enseignant** et la nécessité de leur apporter un soutien et une formation continue.

Elle a montré une nouvelle fois que **les opinions des enfants doivent être prises en compte** dans les décisions qui concernent leur éducation. Il est essentiel qu'ils aient

accès aux espaces publics, dans les conseils municipaux, dans l'environnement familial et scolaire et dans les milieux associatifs, afin de faire valoir leurs droits, dialoguer et participer activement aux processus qui les concernent.

En 2020, Educo a mené une enquête dans 20 pays sur le bien-être subjectif des enfants. Il s'agissait de connaître et de comprendre comment ils vivaient la pandémie et quelles étaient leurs aspirations. Les réponses reçues ont montré que les enfants mettaient certes l'accent sur le bien-être personnel et l'importance de la famille, mais que leurs préoccupations allaient souvent bien au-delà et incluaient des considérations plus globales, telles que l'impact sur la population en général, sur l'économie et l'environnement. Selon Reinaldo Plasencia, spécialiste des programmes de Bien-être de l'enfance d'Educo et responsable de l'enquête, les réponses des personnes interrogées «dénotent l'existence d'un certain sentiment d'exclusion». En tant qu'organisation et en tant qu'adultes, c'est à nous qu'il incombe de prendre en compte leurs opinions et de traduire leurs réponses en actions concrètes à court, moyen et long terme».

Il faudra plusieurs années pour connaître l'ampleur de l'impact de la pandémie sur l'éducation. Mais déjà les spécialistes en Sociologie, Économie et Éducation, entre autres, sont enclins à penser qu'au-delà de son coût académique et économique direct, elle aggravera les inégalités. **Une égalité de fait ne sera atteinte que lorsque les systèmes éducatifs offriront aux enfants vulnérables la possibilité d'obtenir des résultats et des opportunités similaires à ceux de leurs pairs plus favorisés**, et veilleront à ce que personne ne soit laissé de côté. **Les efforts en matière d'éducation doivent par conséquent être complétés par des efforts sociaux et économiques pour construire des sociétés plus équitables et plus justes.**

Dans l'immédiat, **l'exclusion scolaire représente la violation d'un droit humain fondamental**. À moyen et long terme, le déficit d'apprentissage et l'augmentation de l'abandon scolaire et de la déscolarisation peuvent aboutir à une **crise générationnelle**, à la perte des opportunités de mener une vie digne, d'être et de faire ce à quoi on accorde de la valeur et, en définitive, à **l'appauvrissement multidimensionnel de la société dans son ensemble**.

Regarder vers l'avenir



La COVID-19 a rappelé à l'ensemble de la société le rôle central que joue l'éducation dans le plein développement des personnes et dans la construction de sociétés plus durables, plus démocratiques et plus justes. Mais la pandémie a également mis en lumière les **faiblesses des systèmes éducatifs** au moment d'assurer un accès équitable à l'éducation.

La crise sanitaire a révélé qu'il est impératif de **réduire les inégalités d'accès et de qualité de l'apprentissage déjà existantes** et qui se sont creusées en raison de la pandémie. Selon la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'éducation, Koumbou Boly Barry, l'impact à long terme de la pandémie sur l'éducation dépendra des décisions qui sont prises à l'heure actuelle. La question est de savoir «si nous serons en mesure de provoquer un changement positif sans revenir sur les

acquis des dernières décennies», a-t-elle déclaré dans un rapport sur le droit à l'éducation dans le contexte de la COVID-19.

Afin de garantir le droit à une éducation inclusive et de qualité, il est nécessaire de recourir à une réponse multidimensionnelle, car l'éducation se trouve dans un état d'interdépendance avec d'autres droits. Il ne suffit pas d'appliquer des mesures dans le domaine de l'éducation sans **veiller à ce que les besoins soient satisfaits dans des domaines connexes tels que le logement, les services sociaux de base ou la nutrition.**

La crise éducative nous donne l'opportunité de repenser toute l'éducation. Nous devons réfléchir plus profondément aux causes qui conduisent à des taux élevés de désengagement, d'échec et d'abandon scolaire, afin

d'évoluer vers des **modèles éducatifs plus résilients** et mieux adaptés aux besoins d'apprentissage de chaque pays et de chaque communauté, de sorte que personne ne soit laissé de côté.

L'expérience de l'année 2020 doit être utilisée pour concevoir des solutions qui permettent d'atteindre les exclus de l'éducation, ces enfants et ces adolescents qui n'étaient pas scolarisés avant même la pandémie. Selon Boly Barry, alors que nous assistons à la réouverture des écoles, il est important de mettre en place des systèmes de suivi et de contrôle de l'abandon scolaire à tous les niveaux, non seulement parce qu'il s'agit d'une condition préalable à l'atténuation de l'impact de la pandémie sur les enfants les plus vulnérables, mais aussi pour **se préparer à toute crise future**.

Si la priorité que les gouvernements ont donné à l'urgence sanitaire n'a pas à être remise en question, il est toutefois nécessaire d'accorder aux enfants l'attention qu'ils méritent, de les placer au centre des politiques publiques, de les rendre visibles et de les écouter, car les enfants ont également subi l'impact de la pandémie. Nous devons commencer par **considérer les élèves comme des acteurs de l'éducation** et prendre en compte leurs opinions, car c'est à partir de là qu'émergeront les stratégies, les questions et les réponses relatives à la construction des espaces éducatifs.

Afin que chacun bénéficie d'une éducation inclusive et de qualité, la lutte doit être menée sur plusieurs fronts. Il nous faut **redoubler d'efforts** pour réduire la pauvreté et l'exclusion des enfants. Il est également indispensable de lutter contre les violations de leurs droits, en éradiquant les pratiques telles que le **travail des enfants, les mariages d'enfants, ainsi que tout type de violence** et d'actes qui mettent en danger leur sécurité et leur bien-être. N'oublions pas, de plus, que l'éducation est précisément un outil essentiel pour atteindre ces objectifs.



L'éducation inclusive consiste à trouver des alternatives éducatives qui garantissent la gratuité de l'enseignement et évitent la marginalisation de groupes entiers. Elle implique le renforcement des systèmes éducatifs au moyen de ressources supplémentaires et diversifiées pour atteindre les zones les plus reculées. Il s'agit également de développer le matériel écrit, de tirer davantage profit de médias tels que la radio et la télévision en proposant des contenus adaptés à chaque canal, et de travailler avec les entreprises de technologie et de télécommunication pour trouver des solutions permettant d'accéder aux plateformes d'apprentissage à distance. Dans certains contextes, la priorité devra être accordée aux approches d'apprentissage qui privilégient les supports écrits et ne s'appuient pas sur la technologie ou qui l'utilisent de manière sommaire. En tout état de cause, les solutions adoptées ne doivent pas entraîner de coûts supplémentaires pour les familles.

C'est en privilégiant une éducation de qualité, équitable et transformatrice que l'effondrement du système d'éducation publique peut être évité



À long terme, une révision du modèle éducatif **de chaque pays** paraît inévitable. Elle doit être réalisée en fonction des éléments suivants ::

1 **L'enseignement en présentiel** doit être privilégié, même si à court terme cette présence impose le respect de mesures de sécurité strictes qui limitent les interactions mais protègent la santé des élèves. L'école remplit une fonction de socialisation qui va bien au-delà du seul apprentissage de contenus. Pour remplir sa mission, elle a besoin des ressources adéquates (en termes de nombre et de préparation des enseignants, de matériel et de financement).

2 **La priorité doit être accordée aux élèves les plus vulnérables**, au moyen de politiques d'éducation plus inclusives et plus équitables. Des mesures visant à détecter les enfants et les adolescents qui risquent d'être laissés de côté doivent être adoptées, et l'implication de l'ensemble de la communauté éducative au sens large (conseils municipaux, professionnels du secteur de l'éducation, écoles, centres communautaires, associations de parents, etc.) doit être sollicitée. Il est également impératif de prendre des mesures spécifiques pour réintégrer dans le système éducatif les enfants qui en sont sortis pendant une longue période et pour qu'ils récupèrent l'apprentissage perdu (classes de soutien, vacances scolaires, tutorats spécifiques, groupes d'entraide, etc.), ainsi que de promouvoir des alternatives éducatives pour celles et ceux qui ne seront pas en mesure de réintégrer le système (cours de rattrapage, écoles de la deuxième chance, enseignement professionnel-technique, etc.).

3 Les enfants et les adolescents sont **des sujets de droits**. Leurs intérêts doivent être davantage défendus, tout comme leur participation aux processus de délibération et de décision de l'agenda politique. Leurs désirs et leurs opinions doivent être pris en considération par les institutions, et des espaces de participation sûrs et pertinents doivent être mis à leur disposition. L'école est un espace de vie où les enfants et les adolescents peuvent apprendre à dialoguer, à respecter les autres et à résoudre pacifiquement les conflits.

4 L'éducation est un droit habilitant, un objectif clé pour atteindre l'Agenda 2030 et un pilier de la reconstruction économique et sociale de chaque pays. Elle doit donc constituer une **priorité politique et sociale**. Les États doivent considérer les dépenses en matière d'éducation et de protection de l'enfance comme un investissement. Il est à craindre que la crise économique et la réduction des recettes fiscales qui en résulte ne se traduisent par une réaffectation des ressources budgétaires vers la relance de l'économie et de la santé au détriment de l'éducation et de la protection des enfants, alors que le budget consacré à l'enfance était déjà insuffisant avant la pandémie. Les Gouvernements doivent mobiliser des ressources et augmenter les budgets de l'éducation en termes réels et non relatifs. En effet, compte tenu de la baisse du PIB des pays, le seul maintien des pourcentages de dépenses sera insuffisant.

5 La réduction de la **fracture numérique** doit être considérée à la fois pour l'importance qu'elle revêt dans le contexte de la pandémie et comme un investissement à long terme. L'importance des technologies de l'information et de la communication est telle que ces dernières doivent être pleinement intégrées dans les pratiques éducatives, tout en garantissant l'égalité d'accès, d'utilisation et de compétences. Durant de la pandémie, il est apparu clairement que la technologie ne sert pas uniquement à échanger des messages, mais qu'elle peut également contribuer à développer des compétences et à inculquer des valeurs fondamentales aux personnes. L'initiation à l'informatique et la promotion de la pensée critique peuvent contribuer à réduire les risques liés à l'utilisation d'internet.

La pandémie a mis en évidence la vulnérabilité des personnes et des institutions ; notre sécurité a été menacée. Sachant que nous nous dirigeons toujours davantage vers une société où règne l'incertitude, il nous faut promouvoir des modes d'apprentissage fondés sur la pensée critique qui développent chez les élèves la capacité de coopérer plutôt que celle de rivaliser. Mais la pandémie nous a également permis de tirer plusieurs leçons. L'une d'elles est l'interdépendance entre l'homme et la planète : ce n'est qu'en apprenant à coopérer que nous pourrons vivre ensemble. L'avenir et le présent des élèves sont en jeu.

Liste des personnes interviewées

Personnel d'Educo

Pilar Orenes, Directrice générale

Rosaria Arbore, Directrice du Développement des Programmes

Macarena Céspedes, Directrice du Plaidoyer et de la Mobilisation sociale

Mikel Egibar, Expert en Éducation

Alicia Ávila de Parada, Directrice au Salvador

Edouard Junior Ndeye, Directeur dans la région du Sahel

Viviana Farfán Andrade, Spécialiste de la Sauvegarde globale

Julio Alberto Tuy Joj, Responsable de l'Éducation au Guatemala

Rosa Virginia Sánchez Cuéllar, Spécialiste de l'Éducation au Guatemala

Reinaldo Plasencia, Spécialiste des Programmes de Bien-être de l'Enfance

David Peralta, Technicien de Programmes axés sur le Genre

Dori Rodríguez, Spécialiste en Relations institutionnelles et Plaidoyer

Halima Akter, Responsable des Politiques et de la Promotion au Bangladesh

Afzal Khan, Responsable de projets sur le Travail des Enfants

Experts externes

Amalia San Román, Responsable de l'Éducation inclusive auprès de Plena Inclusión Espagne

Cecilia V. Soriano, Coordinatrice des Programmes et des Opérations de l'Association Asie-Pacifique-Sud pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE).

Cefas Asensio Flórez, Spécialiste en Éducation et Développement humain

Flora Arellano, Présidente de E-Net Philippines

Janelle Babb, Conseillère régionale de l'Éducation pour la Santé et le Bien-être de l'UNESCO en Asie et dans la Pacifique

Joan Lagata, Superviseuse du Programme Éducatif dans la région de Bicol, Philippines

Juan Martín Pérez, Coordinateur de Tejiendo Redes

Judith Jacovkis, Docteur en Sociologie et chercheuse à l'Université autonome de Barcelone et à l'Université de Glasgow

Lucía Martínez Virto, Docteur, Spécialiste en Travail social et Bien-être social, Directrice de Action sociale et Égalité à l'Université publique de Navarre

Mariano Fernández Enguita, Professeur de Sociologie

Meg Gardinier, Secrétaire générale de ChildFund Alliance

Nelsy Lizarazo, Coordinatrice générale de la Campagne latino-américaine pour le Droit à l'Éducation (CLADE)

Seni Ouedraogo, Responsable du Département de Qualité de l'Éducation et de la Formation au Burkina Faso

Tapon Kumar Dus, Directeur adjoint de la Campagne pour l'Éducation populaire (CAMPE) au Bangladesh

Sources consultées



Acevedo, I., Castro, E., Fernández, R., Flores, I., Pérez Alfaro, M., Szekely, M., et al. (2020). *Los costos educativos de la crisis sanitaria en América Latina y el Caribe*. Note technique de la BID 204343. Banque Interaméricaine de Développement (BID). Document récupéré à partir de <https://www.worldbank.org/en/topic/education/publication/simulating-potential-impacts-of-covid-19-school-closures-learning-outcomes-a-set-of-global-estimates>

Acevedo, J., Hasan, A., Goldemberg, D., Iqbal, S. A. y Geven, K. (2020). *Simulating the potential impacts of COVID-19 school closures on schooling and learning outcome : a set of global estimates*. Policy Research Working Paper n. 9284. Washington D. C. : Banco Mundial. Document récupéré à partir de <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33945> License : CC BY 3.0 IGO.

ACNUR (2016). *Left behind. Refugee education crisis*. Document récupéré à partir de <https://www.unhcr.org/59b696f44.pdf>

Africa CDC (2021). *Coronavirus disease 2019 (COVID-19). Latest updates on the COVID-19 crisis from Africa CDC*. Document récupéré à partir de <https://africacdc.org/covid-19/>

Alston, P. (2020). *Declaración del Relator Especial de las Naciones Unidas sobre la extrema pobreza y los derechos humanos sobre la conclusión de su visita oficial a España, 27 de enero-7 de febrero de 2020*. Document récupéré à partir de <https://www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25524&LangID=S>

Banco Mundial (2018). *World development report 2018. Learning to realize education's promise*. Document récupéré à partir de <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018>

Banco Mundial (2020). *Realizing the future of learning : from learning poverty to learning for everyone, everywhere*. Document récupéré à partir de <https://www.worldbank.org/en/topic/education/publication/realizing-future-of-learning-from-learning-poverty-to-learning-for-everyone-everywhere>

Blake, P. y Wadhwa, D. (2020). *Resumen anual 2020 : el impacto de la COVID-19 (coronavirus) en 12 gráficos*. Banco Mundial blogs. 14 décembre 2020. RDocument récupéré à partir de <https://blogs.worldbank.org/es/voices/resumen-anual-2020-el-impacto-de-la-covid-19-coronavirus-en-12-graficos>

Boly Barry, K. (2020). *Report on the impact of the COVID-19 crisis on the right to education. Concerns, challenges and opportunities*. A/HRC/44/39. Naciones Unidas. Document récupéré à partir de <https://www.ohchr.org/EN/Issues/Education/SREducation/Pages/COVID19.aspx>

Borkowski, A., Ortiz Correa, J., Bundy, D., Burbano, C., Hayashi, C., Lloyd-Evans, E., et al. 2021 *COVID-19 : Missing more than a classroom*. Unicef et PMA. Document récupéré à partir de <https://www.wfp.org/publications/covid-19-missing-more-classroom-2021>

CEPAL et OIT (2020). *La pandemia por COVID-19 podría incrementar el trabajo infantil en América Latina y el Caribe*. Nota técnica n.º 1. Comisión Económica para América Latina y Organización Internacional del Trabajo. Disponible sous le lien https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45679/1/NotaTecnica1OIT-CEPAL_es.pdf

Educo (2019). *Comisión de Inclusión y No Discriminación. Guía de buenas prácticas*. Disponible sous le lien <https://educowebmedia.blob.core.windows.net/educowebmedia/educospain/media/docs/publicaciones/2021/buenas-practicas-inclusion.pdf>

Educo (2020). «Educo met en garde : à l'ère de la Covid-19, le droit des enfants à l'éducation est menacé». Déclaration à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation. <https://educowebmedia.blob.core.windows.net/educowebmedia/educospain/media/docs/notas-prensa/dia-internacional-educacion-2021.pdf>

Educo (2020). *L'école est fermée, mais l'apprentissage continue ! Le confinement et la nouvelle normalité post COVID-19 expliqués par les enfants du monde. Une exploration à partir du Bien-être des Enfants et des Adolescents*. Disponible sous le lien https://educowebmedia.blob.core.windows.net/educowebmedia/educospain/media/documentos/Prensa/Encuesta_Global_COVID-19_INFORME_TECNICO.pdf

Educo (2020). *Propuestas ante el COVID-19*. Disponible sous le lien <https://educowebmedia.blob.core.windows.net/educowebmedia/educospain/media/docs/publicaciones/2021/propuestas-educo-gobierno-pandemia.pdf>

Educo (2020). *Emergencia COVID-19 y el día después*. Avril 2020.

Educo (2020). *Apertura de los centros escolares en septiembre, medio año después*. Disponible sous le lien <https://educowebmedia.blob.core.windows.net/educowebmedia/educospain/media/docs/publicaciones/2020/vuelta-al-cole-2020.pdf>

Educo (2020). COVID-19 impact on children and communities.

Educo (2020). Recomendaciones educación. Crisis COVID-19. Avril 2020.

Educo (2021a). Systematization of Monitoring Rapid Response Projects. COVID-19.

Fernández Enguita, M. (2011). Del desapego al desenganche y de este al fracaso escolar. *Cadernos de Pesquisa* [online]. Vol. 41, n.º 144, pp.732-751. Sao Paulo, sept-déc 2011. Disponible sous le lien <https://doi.org/10.1590/S0100-15742011000300005>.

Fundación COTEC para la Innovación (2020). *COVID-19 y Educación I : problemas, respuestas y escenarios. 20 de abril de 2020*. Document récupéré à partir de <https://cotec.es/proyecto/educacion-y-covid-19/>

Fundación COTEC para la Innovación (2020). *COVID-19 y Educación II : escuela en casa y desigualdad. 11 de mayo de 2020*. Document récupéré à partir de <https://cotec.es/proyecto/educacion-y-covid-19/>

Hanushek, E. y Woessmann, L. (2020). *The economic impacts of learning losses*. Document récupéré à partir de <https://www.oecd.org/education/The-economic-impacts-of-coronavirus-covid-19-learning-losses.pdf>

Headay, D., Heidkamp, R., Osendarp, S., Ruel, M., Scott, N., Black, R. *et al.* (2020). «Impacts of COVID-19 on childhood malnutrition and nutrition-related mortality». *The Lancet*. Vol. 396, n.º 10 250, pp. 519-521. 22 août 2020. Document récupéré à partir de <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2820%2931647-0>

Hillis, S., Mercy, J., Amobi, A. y Kress, H. (2016). «Global prevalence of past-year violence against children : a systematic review and minimum estimates». *Pediatrics*. American Academy of Pediatrics. Document récupéré à partir de <https://pediatrics.aappublications.org/content/early/2016/01/25/peds.2015-4079>

Infancia en datos (2020). *Infancia vulnerable*. Base de données [en ligne]. Ministerio de Sanidad, Consumo y Bienestar Social. Disponible sous le lien <http://www.infanciaendatos.es/datos/graficos.htm?sector=entorno-familiar-social>

Instituto Nacional de Estadística (2020). *Resultados nacionales*. Base de données [en ligne]. Document récupéré de <https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=10005#!tabs-tabla>

Kreussler, C., Scannone, R. y Álvarez Marinelli, H. (2020). *Iniciativas de alimentación escolar durante la emergencia sanitaria*. Banque Interaméricaine de Développement (BID). Document récupéré à partir de <http://dx.doi.org/10.18235/0002888>

Lloyd, C. y Mensch, B. (2008). «Early marriage and pregnancy as factors in school dropout : an analysis of DHS data from Sub-Saharan Africa». *Population Studies*, 62 (1), 1-13.

Ministerio de Educación y Formación Profesional (2021). *Explotación de las variables educativas de la Encuesta de Población Activa : nivel de formación y formación permanente*. Document récupéré à partir de <https://www.educacionyfp.gob.es/dam/jcr:59f6b4f0-b2a9-4781-b298-96fb27eea0c8/notaresu.pdf>

Ministerio de Igualdad (2020). *Macroencuesta de violencia contra la mujer 2019*. Document récupéré à partir de https://violenciagenero.igualdad.gob.es/violenciaEnCifras/macroencuesta2015/pdf/Macroencuesta_2019_estudio_investigacion.pdf

Naciones Unidas (2020a). *Policy brief: The impact of COVID-19 on children*. Document récupéré à partir de <https://unsdg.un.org/resources/policy-brief-impact-covid-19-children>

Naciones Unidas (2020b). *Note de synthèse : Les incidences de la COVID-19 en Afrique*. Disponible sous le lien https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/?_ga=2.106228867.1002354940.1600785227-1569974062.159481

OCDE (2020). *PISA 2018 Results (Volume V) : Effective Policies, successful schools*. Paris : OECD Publishing. Document récupéré à partir de <https://doi.org/10.1787/ca768d40-en>

- OIT (2017). *Global estimates of child labor: Results and trends, 2012-2016*. Genève : Organización Internacional del Trabajo.
- OIT (2020a). *Global employment trends for youth 2020. Technology and the future of jobs*. Genève : Organisation internationale du Travail.
- OIT (2020b). *Global estimates of modern slavery and child labor. Regional brief for Africa*. Genève : Organisation internationale du Travail.
- OIT et Unicef (2020). *COVID-19 and child labor : a time of crisis, a time to act*. Nueva York : Organisation internationale du Travail et Fonds des Nations Unies pour l'enfance Disponible sous le lien https://www.urjc.es/images/ceem/Documento%203_CEEM.pdf
- OMS (2020). *Informe sobre la situación mundial de la prevención de la violencia contra los niños 2020 : resumen de orientación*. Obtenido a partir de <https://www.unicef.org/cuba/media/1541/file/WHO%20GSRPVAC%20Executive%20Summary%20SP.pdf>
- PMA (2021). *Global monitoring of schools meals during COVID-19 school closures* [en ligne]. Programme Alimentaire Mondial. Document récupéré le 20 janvier 2021 à partir de https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/?_ga=2.106228867.1002354940.1600785227-1569974062.159481
- Right to Education Initiative (s.f.). *Migrants, refugees and internally displaced persons*. Document récupéré à partir de <https://www.right-to-education.org/migrants-refugees-IDP>
- Sainz González, J. y Sanz Labrador, I. (2020). *Los efectos del coronavirus en la educación : las pérdidas de clases y rendimientos educativos desiguales*. Documentos de trabajo COVID19. Centro de Estudios Economía de Madrid. Universidad Rey Juan Carlos.
- Sanz, I., Sáinz González, J., & Capilla, A. (2020). Efectos de la crisis del coronavirus en la educación. Madrid : Organización de Estados Iberoamericanos para la Educación, la Ciencia y la Cultura (OEI).
- Save the Children (2020). *Informe mundial sobre las niñas 2020. Résumé exécutif*. Document récupéré à partir de https://www.savethechildren.org.pe/wp-content/uploads/2020/10/global_girlhood_report_exec_summary_spanish.pdf
- Schleider, A. (2020). *The impact of COVID-19 on education. Insights from education at a glance 2020*. Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).
- Teachers Task Force (2020). *COVID-19 highlights the digital divide in distance learning*. Document récupéré à partir de <https://teachertaskforce.org/news/covid-19-highlights-digital-divide-distance-learning>
- Unesco (2019). *Informe de seguimiento de la educación en el mundo 2019 : migración, desplazamiento y educación*. Paris : Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.
- Unesco (2020a). «COVID-19 Education Response. How many students are at risk of not returning to school ? « *Advocacy paper*, 30 de julio de 2020. Unesco. Document récupéré à partir de <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373992>
- Unesco (2020b). *Inclusión y educación : todos y todas sin excepción. Informe de seguimiento de la educación en el mundo 2020*. Paris : Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.
- Unesco (2020c). «Why the world must urgently strengthen learning and protect finance for education». Unesco [en ligne]. Document récupéré le 22 février 2021 à partir de <https://en.unesco.org/news/why-world-must-urgently-strengthen-learning-and-protect-finance-education>
- Unesco (2021a). «Education : From disruption to recovery. COVID-19-Impact on education». *COVID-19*. Consultation réalisée le 24 janvier 2021. Document récupéré à partir de <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>
- Unesco (2021b). «La Unesco revela una pérdida aproximada de dos tercios de un año académico en todo el mundo debido a los cierres de la COVID-19». Comunicado de prensa. Document récupéré à partir de <https://es.unesco.org/news/unesco-revela-perdida-aproximada-dos-tercios-ano-academico-todo-mundo-debido-cierres-covid-19>
- Unesco Institute for Statistics (2016). «The world needs almost 69 million new teachers to reach the 2030 educación goals». *UIS Fact Sheet*. Octubre 2016, n.º 39. Unesco - Institut de statistique.

UNFPA (2018). «Preguntas frecuentes sobre el matrimonio infantil». *Fondo de Población de las Naciones Unidas* [en ligne]. Document récupéré à partir de <https://www.unfpa.org/es/recursos/preguntas-frecuentes-sobre-el-matrimonio-infantil>

UNFPA (2020a). *Población Mundial. Indicadores por país*. Base de données [en ligne]. Consultation réalisée le 26 janvier 2021. Document récupéré à partir de <https://www.unfpa.org/es/data/world-population-dashboard>

UNFPA (2020b). *Impact of the COVID-19 pandemic on family planning and ending gender-based violence, female genital mutilation and child marriage*. Document récupéré en 2021 à partir de https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf

Unicef (2019). *El estado mundial de la infancia 2019 : niños, alimentos y nutrición*. Document récupéré à partir de <https://www.unicef.org/lac/informes/el-estado-mundial-de-la-infancia-2019-ni%C3%B1os-alimentos-y-nutrici%C3%B3n>

Unicef (2020a). *Evitar una generación perdida a causa de la COVID-19*. Document récupéré à partir de <https://www.unicef.org/media/87156/file/Evitar-una-generacion-perdida-causa-covid-2020.pdf>

Unicef (2020b). *Protecting children from violence in the time of COVID-19*. Nueva York : Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Disponible sous le lien <https://www.unicef.org/media/74146/file/Protecting-children-from-violence-in-the-time-of-covid-19.pdf>

Unicef (2020c). *COVID-19 and conflict : A deadly combination*. Consultation réalisée le 15 janvier 2020. Document récupéré à partir de <https://www.unicef.org/coronavirus/covid-19-and-conflict-deadly-combination>

Unicef (2020d). *COVID-19 : Are children able to continue learning during school closure ? A global analysis of the potential reach of remote learning policies using data from 100 countries*. Document récupéré à partir de https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2020/11/RemoteLearningFactsheet_Updated.pdf

Unicef (2020e). *Global data base*. Base de données [en ligne]. Accessible à <https://data.unicef.org>

Unicef (2020f). *Central Sahel. Advocacy brief*. Janvier 2020. Disponible sous le lien <https://www.unicef.org/media/64586/file/Central-sahel-advocacy-brief-2020.pdf>

Unicef (s. f.). «Poner fin a la violencia. Proteger a los niños de la violencia, la explotación y el abuso». Unicef [en ligne]. Disponible sous le lien <https://www.unicef.org/lac/poner-fin-la-violencia>

Unicef (s.f.). *El trabajo infantil*. Unicef [en ligne]. Consultation réalisée le 28 janvier 2021. Document récupéré à partir de <https://www.unicef.es/noticia/el-trabajo-infantil>

Unicef et UIT (2020). *How many children and young people have internet access at home ? Estimating digital connectivity during the COVID-19 pandemic*. Nueva York : Unicef.

World Vision International (2020). *COVID-19 aftershocks : access denied*. Document récupéré à partir de https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-08/Covid19%20Aftershocks_Access%20Denied_small.pdf





☎ 900 535 238 | 🖱 www.educo.org | 📘 @educocONG
🐦 @educoc_ONG | 📷 @educocONG